Jounal 18 - 25 janvier 2023.qxp_HO 1/18/23 4:46 AM Page 1

ENGLISH PAGES : 7,11

Kreyòl : Paj 6

HAITI OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: $1,00
Partout ailleurs : 1,50 $
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. LIII, No. 3 *New York : Tel : (718) 812-2820; • Montréal (514) 321-6434; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10* **18 - 25 janvier 2023**

PANIQUE AU SEIN DU SYSTÈ ME JUDICIAIRE HAÏTIEN

28 juges n'ont pas été certifiés...

D'autres magistrats susceptibles d'être mis en cause, qu'en est-il du juge Jean Perez Paul Sainvil ?

Par Léo Joseph

Le régime de sanctions décrété par les États-Unis et le Canada, à l'encontre des membres de l'oligarchie politique, économique et financière d'Haïti, mettant le branle-bas au sein de ces catégories sociales, ne serait pas étranger à la panique constatée dans le système judiciaire. Celui-ci vient d'être privé de 28 juges trouvés inaptes à exercer de tels pouvoirs, suite à un examen de leurs dossiers par le Conseil supérieur du pouvoir judiciaire (CSPJ), l'organe de contrôle de ces hauts fonctionnaires. D'aucuns pensent que d'autres magistrats assis et debout seront, à leur tour, épinglés.

Dans un communiqué en date du 16 janvier 2023, le CSPJ a publié une liste de 28 juges évoluant dans le système judiciaire sans certification, sur un total de 59 dont les dossiers ont été soumis, dans le cadre du processus d'examen de leurs cas. Parmi les magistrats rejetés figurent plusieurs de ceux qui sont bien connus et jouissant d'un grand prestige, aux yeux de la société. C'est, par exemple, le cas des juges Gary Orélien, Jean Osner Petit-Papa ou encore d'Ikenson Éduamé. Sans oublier Jacques Lafontant, présentement commissaire du gouvernement à Port-au-Prince, qui a rechigné par rapport au verdict rendu contre lui, au point même de déclarer qu'il ne quittera la fonction qu'il occupe présentement.

Jean Marc Acra, l'homme du bateau sucré.

Juge Bernard Sainvil, ex-doyen du Tribunal de première instance de Port-au-Prince.

Suite en page 3

NOUVELLE STRATÉGIE POUR DÉTROUSSER LE PEUPLE HAÏTIEN

Des milliers de demandeurs, seulement 700 passeports disponibles

Ruée des foules sur le Bureau d'Immigration et d'émigration, à Port-au-Prince.

Par Léo Joseph

Faisant flèche de tout bois, les PHTKistes, au pouvoir, dans le ramassage de millions, en Haïti, guettent toujours les occasions de rançonner, en douce, la population. Ils trouvent une occasion idéale offerte par le visa humanitaire, se frottant les mains de satisfaction à la vue de dizaines de milliers de jeunes gens s'agglutinant devant les installations du Service d'émigration et d'immigration pour faire des demandes de passeports.

En effet, à Port-au-Prince et dans les villes de province, ainsi que dans les communes dotées

Suite en page 2

LAURENT LAMOTHE N'EST PAS MAX KAIL, PLUTÔT SON BAILLEUR DE FONDS

L'identité de l'auteur de Les Dossiers Zombie découverte

Son livre, un projet du PHTK pour blanchir l'homme de la Global Voice

Par Léo Joseph

Mis dans le même panier que les oligarques politiques, économiques, financiers et du monde des affaires, par les autorités américaines et canadiennes, que celles-ci ont sévèrement censurés, sous l'accusation de s'être livrés au trafic de drogues, d'utiliser leurs ressources et leur influence pour développer,

Suite en page 9

LE PROGRAMME VISA HUMANITAIRE DE JOE BIDEN

Mise en garde de l'homme d'affaires Johnson Napoléon

Par Léo Joseph

Le programme « *Visa humanitaire* » mis en train par le président américain Joe Biden, en vue de résoudre le problème de l'envahissement des frontières américaines avec le Mexique par des milliers d'immigrants de l'hémisphère, fait couler beaucoup d'encre et de salive. Alors que les immigrants clandestins haïtiens constituent la principale cible de cette nouvelle décision, il semble que ce soit Haïti tout entier qui se vide de son peuple, tant que sont débordées les institutions haïtiennes préposées à la gestion des formalités de voyage. Cette situation ne laisse pas indifférent l'homme d'affaires haïtien Johnson Napoléon, qui estime opportun de lancer une mise en garde à l'intention des naïfs.

Johnson Napoléon

En effet, dans un document qu'il a diffusé sur ce sujet, et qui ne fait pas la une dans la presse haïtienne, il explicite pourquoi les

Suite en page 4

HAPPENINGS!

Thanks to the international community, the multi-dimensional crisis in Haiti is being prolonged

By Raymond A. Joseph

Haiti's de facto Prime Minister, Dr. Ariel Henry, has found support from the European Union (EU), for his latest gamble to remain in power for at least another year.

The EU issued an undated "Press Communique" in French which appeared last Friday, January 13, on social networks, with this introductory statement in bold letters: **"The delegation of the European Union, together with the Embassies of Germany, Spain and France declare the following on the**

Continued on page 7

Jounal 18 - 25 janvier 2023.qxp_HO 1/18/23 4:46 AM Page 2

NOUVELLE STRATÉGIE POUR DÉTROUSSER LE PEUPLE HAÏTIEN

Des milliers de demandeurs, seulement 700 passeports disponibles

Suite de la page 1

de succursales de cette institution, des marées humaines investissent ces entrées, venues effectuer les demandes de passeport et d'autres documents nécessaires pour voyager à l'étranger. Depuis une semaine que l'administration Biden a annoncé sa nouvelle politique consistant à recevoir 30 000 ressortissants d'Haïti, de Venezuela, de Cuba et de Nicaragua, chaque mois, le personnel des bureaux haïtiens responsables de la gestion de tels documents sont débordés.

Mais les demandeurs de passeports ne savent pas qu'il y a une carence de ces documents, en Haïti, et que, du train que vont les choses, présentement, ceux-ci ne seront pas disponibles avant plusieurs semaines. Selon des informations fiables provenant de l'Immigration haïtienne, le système ne dispose que de 700 à 800 livrets de ce document. Pourtant le nombre de demandeurs se chiffre à plus de 20 000 jusqu'ici.

Des immigrants arrivés sur la frontière américano-mexicaine, avant la déclaraton du programme visa humanitaire de Biden, ne pourront pas atteindre le territoire américain.

À observer la quantité de jeunes s'attroupant devant les locaux du Service d'immigration et d'émigration, on a l'impression que le pays perd rapidement ses jeunes. Or cette ruée, vers les États-Unis, à l'invitation du président américain, vient à peine d'être lancée.

Les autorités PHTKistes se sont vite mises au diapason, afin de faire face à cette « ***urgence*** » Mais ceux qui se hâtent de quitter Haïti ne s'imaginent pas que leur voyage, présentement ajourné, faute de pouvoir se procurer du précieux document, risque d'attendre encore des mois. Car, les dirigeants sans scrupules, ne vont pas se hâter d'utiliser les millions collectés, à si brève échéance, par les services gouvernementaux favorisés par cette situation d'urgence, pour combler le déficit de documents. Il y a fort à parier que ces ressources arrachées à ces milliers de personnes voulant échapper à l'insécurité, aux multiples crises que connait le pays, ne seront pas nécessairement investies promptement dans l'importation et/ou l'acquisition de ces documents, si jamais les dirigeants décidaient de le faire.

À souligner que, dans un pays comme Haïti, sous la férule du régime PHTKiste, ayant Ariel Henry pour Premier ministre de facto, peu enclin à offrir des services aux citoyens, voyant la Direction générale des impôts (DGI) ouvrir ses portes, durant des heures supplémentaires de service à la clientèle, de surcroit un samedi, relève d'un événement. Un tel engouement est dû au fait que les autorités n'ont pas voulu rater cette occasion d'accaparer les millions que les demandeurs de passeports semblaient vouloir verser sans maugréer.

Jounal 18 - 25 janvier 2023.qxp_HO 1/18/23 4:46 AM Page 3

PANIQUE AU SEIN DU SYSTÈ ME JUDICIAIRE HAÏTIEN

28 juges n'ont pas été certifiés...

D'autres magistrats susceptibles d'être mis en cause, qu'en est-il du juge Jean Perez Paul Sainvil ?

Suite de la page 1

cs les résultats selon lesquels parmi les 59 noms soumis au total, jusqu'à présent, seulement 31 ont été certifiés. Le document précise que les autres ont été tout bonnement expulsés du système pour des raisons liées, notamment, à la corruption. Le procès-verbal diffusé, en relation avec ces dossiers, fait état, spécifiquement, d'« *absence d'intégrité morale, d'enrichissement illicite, corruption et ivrognerie connue*».

La liste des juges écartés du système

Voici un relevé des noms des magistrats se retrouvant sur cette liste : Jean Michel Fortuné, Massenar Desmornes, Ruth Lereaux, Blondel Petit-Frère, Lyonel Jean, Legroise Avril, Pierre Michel Denis, Fred'Herck Lény, Amos Bernadin, Jean Osner Petit-Papa, James Robert, Michel William Destiné, Ramoncite Accimé, Maximin Pierre, Garry Orélien, Immacula B. Jeannis, Merlyn Toussaint, Elic Louis-Jacques, David Saint-Luc, Brédy Fabien, Lucien Georges, Hevince Eltimard, Yvelt Petit-Blanc, Roosevelt Zamor, Yvon Jean Noël, Gesma Lucanes Sully, Ikenson Édumé, Jacques Lafontant.

x, Blondel Petit-Frère, Lyonel Jean, Legroise Avril, Pierre Michel Denis, Fred'Herck Lény, Amos Bernadin, Jean Osner Petit-Papa, James Robert, Michel William Destiné, Ramoncite Accimé, Maximin Pierre, Garry Orélien, Immacula B. Jeannis, Merlyn Toussaint, Elic Louis-Jacques, David Saint-Luc, Brédy Fabien, Lucien Georges, Hevince Eltimard, Yvelt Petit-Blanc, Roosevelt Zamor, Yvon Jean Noël, Gesma Lucanes Sully, Ikenson Édumé, Jacques Lafontant.

Ces dernières révélations concernant le système judiciaire haïtien, quoique accueillies favorablement, jette l'émoi au sein de la société, en raison du fait que, parmi les magistrats mis hors-jeu se trouvent des fonctionnaires qu'on croyait respectables, par rapport à leur gestion rectiligne de la justice. Une telle idée porte à croire que de nouvelles surprises, encore plus spectaculaires, attendent d'être rendues publiques.

Le juge Jean Perez Paul est-il au-dessus de tout soupçon ?

La manière dont a éclaté ce scandale, dans le monde judiciaire porte à croire que vient à peine de commencer une campagne, en vue du « *nettoyage des Écuries d'Augias* ». Dans les milieux proches du CSPJ, on laisse croire que l'enquête de la CTC continue, suggérant l'hypothèse que d'autres magistrats, jugés dévoyés, seront ajoutés à cette liste infamante. Surtout que, selon des rumeurs persistantes faisant le tour de l'administration publique, à la capitale haïtienne, ce qui ressemble au « *nettoyage du Jour de l'An* », bouleversant le monde juridique et judiciaire haïtien serait d'inspiration exogène. Des gens du sérail laissent croire que la majorité des noms de magistrats épinglés dans ce rapport auraient été suggérés par des ambassades étrangères qui suivaient le comportement de ces derniers.

Dans ce cas, on se pose des questions sur la gestion de Jean Perez Paul, aussi bien que du juge Bernard Sainvil, l'ex-doyen du Tribunal de Première instance de Port-au-Prince (TPP), mis en disponibilité récemment, sans qu'ait été faite aucune annonce relative à sa carrière à cette institution, dont la fin a été constatée à la cloche de bois.

Pourtant, la gestion du crime contre Nathanaël Généus, en 2005, a été sévèrement critiquée par le Réseau national de défense des droits humains (RNDDH).

En effet, en août 2005, le jeune Généus, banquier à la succursale de la Unibank (branche de Damien), avait, comme d'habitude, en sa possession, une forte somme d'argent qu'il devait changer en dollars (grosses coupures) pour l'homme d'affaires Stanley Handal. Se livrant, sans doute, à des transactions de spéculation avec la somme en question, il ne pouvait restituer l'argent à l'homme d'affaires qui s'impatientait. Aussi celui-ci avait mobilisé son gang, dont le bras armé n'était autre que l'inspecteur de Police James Bourdeau, qui avait été chargé du kidnapping de Généus.

Enlevé par Bourdeau et ses hommes, sous une fausse arrestation, le jeune banquier fut conduit

Stanley Handal

au sous-commissariat de Delmas 62. Resté disparu, après plusieurs jours d'absence, la famille de Nathanaël Généus alerta la Police, dont l'enquête de la Direction centrale de la Police judiciaire (DCPJ) conduisit à la porte de Stanley Handal.

Dans le cadre du dossier Généus, plusieurs personnes furent arrêtées avec Stanley Handal, parmi elles James Bourdeau et au moins six policiers, au mois d'août 2005. Le dossier fut transféré au bureau du juge instructeur Jean Pérez Paul, également président de l'Association nationale des magistrats haïtiens (ANAMAH).

Des présumés assassins libérés

Quatre mois après l'arrestation des présumés assassins de Nathanaël Généus, soit le 11 décembre 2005, ANAMAH, sous la direction du juge Paul, ordonna une grève du système judiciaire (la Justice en deuil), un geste pour protester la décision de l'Exécutif décrétant la mise en disponibilité de cinq (5) juges de la Cour suprême, le 9 décembre 2005. Voilà les audiences définitivement ajournées, dans tous les tribunaux du pays, et la Justice paralysée. Le Tribunal de Première instance de Port-au-Prince n'avait pas échappé à cette situation.

Durant la durée de cette période de congé des tribunaux nationaux, le 30 décembre 2005, ANAMAH émit un ordre de main levée en faveur de quatre des six individus incarcérés pour le crime perpétré contre Généus.

Cette décision avait, à l'époque, suscité une autre intervention du RNDDH, protestant contre l'ordre de mise en liberté passé en faveur des quatre présumés assassins.

Dans son communiqué, daté du 5 janvier 2006, le RNDDH énuméra les noms des quatre personnes remises en liberté : Stanley Handal, un riche homme d'affaire de la capitale; Wilfrid François, agent 1; Sony Lambert, agent 3; et Renald Cinéus, agent 4.

Dans de telles conditions, comment expliquer le fonctionnement clandestin du Tribunal de Première instance de Port-au-Prince, dans le cadre du verdict ordonnant la libération des quatre présumés assassins, dans l'ignorance du doyen, qui était alors Bernard Sainvil.

Cela attire l'attention également sur le dossier du Manzanares, également appelé « *Bateau sucré* », parce qu'il transportait des sachets de cocaïne, parmi les sacs de sucre; ou encore « *Bateau Acra* », du nom du principal acteur de la saga du bateau battant pavillon panaméen, Marc Antoine Acra. Le groupe Acra, propriétaire de la firme NABATCO, dirigé par ce dernier, l'importatrice de la cargaison mixte de sucre et de cocaïne, marchandise défendue que le Manzanares avait débarquée au Terminal Varreux, en avril 2015, était l'importateur de la cargaison de sucre

Le dossier avait été acheminé au bureau du juge instructeur Berge O. Surpris, qui avait fini par libérer l'accusé sur parole, une procédure extrêmement rare en Haïti.

Profitant de sa période de liberté provisoire, Marc Antoine Acra quitta le pays pour aller séjourner en République dominicaine, se mettant à l'abri d'une arrestation possible. Réuni en tête à tête avec le président élu d'Haïti, en l'occurrence Jovenel Moïse, qui visitait la République dominicaine, avant de prêter serment, le 7 février 2017, il est retourné au pays une semaine après cette date.

Il semble que M. Acra ait été renvoyé hors de cause, autrement qu'il ait été blanchi par la Justice haïtienne. Il est opportun de chercher à savoir si la Commission technique de certification du CSPJ va se pencher sur ces dossiers, dont le dernier mot de la Justice n'a jamais été communiqué, sinon dite.

L.J.

HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

Jounal 18 - 25 janvier 2023.qxp_HO 1/18/23 4:46 AM Page 4

LE PROGRAMME VISA HUMANITAIRE DE JOE BIDEN
Mise en garde de l'homme d'affaires Johnson Napoléon

Suite de la page 1

Haïtiens ne devraient pas aller trop vite en besogne pour donner dans le panneau, par rapport à cette invitation, qui a l'allure d'un cadeau empoisonné.

De l'avis de M. Napoléon, par le fait de leurs caractéristiques linguistiques, culturelles et de pauvreté endémique des couches sociales haïtiennes les plus susceptibles de s'engouffrer dans la porte de sortie du pays, les éventuels demandeurs du visa humanitaire du président Biden n'ont pas les chances égales, comparés aux Vénézuéliens, Cubains et Nicaraguayens.

En ce qui concerne les ressortissants cubains, l'homme d'affaire relève ceci : « *Les Cubains parlent l'espagnol, la deuxième langue en cours aux États-Unis. Il y existe une importante communauté d'affaires cubaine, capable de fournir de l'emploi à ces nouveaux venus. En sus du fait que, à Cuba, se trouve Guantanamo Bay, qui reste une attraction pour la Russie, particulièrement, en 2023, au moment où la guerre fait rage en Ukraine. Les États-Unis ont intérêt à octroyer le visa aux Cubains, dans l'idée d'infirmer les effets négatifs des déportations de Cubains arrivés illégalement sur le territoire américain* ».

À propos des réfugiés vénézuéliens, il souligne : « *Hispanophones et bien éduquées, dans les compétences en technologies, dont les États-Unis ont grand besoin présentement. Il existe une importante communauté d'affaires vénézuélienne prospérant dans ce pays et ayant les possibilités d'embaucher les nouveaux immigrants. De plus, le Venezuela possède les produits pétroliers, dont les États-Unis ont besoin. En sus du fait que les Armées, russe et américaine, sont en compétition dans ce pays d'Amérique Latine. Tout compte fait, les États-Unis ont grand intérêt à octroyer le visa aux Vénézuéliens* », histoire, pense-t-il, de les attirer vers les candidats démocrates, à l'occasion des élections.

Au sujet des Nicaraguayens, il dit qu'ils ont le même avantage linguistique que leurs collègues cubains et vénézuéliens. Il les présente également comme « *la colonne vertébrale de l'industrie de la construction, en Floride et en d'autres points, aux États-Unis. Il existe une communauté d'affaires nicaraguayenne qui prospère ayant la possibilité d'offrir de l'emploi à ces nouveaux immigrés* ».

Le raisonnement de Johnson Napoléon se justifie, certes, surtout dans la manière dont les réfugiés haïtiens sont traités par les services américains (notamment Immigration et Garde frontalière). Alors qu'à leur arrivée en territoire américain, les trois autres nationalités sont isolées entre eux, par rapport aux Haïtiens, ces derniers étaient automatiquement parqués dans des endroits inappropriés, parfois même sans aucun repas et privés d'installations sanitaires, jusqu'à ce que cette situation soit dénoncée dans la presse, obligeant les autorités à abandonner cette pratique, les autres immigrants étaient quasiment pris en charge par les autorités.

Napoléon rappelle aux Haïtiens de ne pas oublier que des milliers de leurs compatriotes bénéficiant d'une prolongation de leur séjour, dans le cadre du programme « *TPS* », attendent encore la régularisation de leur statut, et ignorant à quel moment cela arrivera.

Un homme d'affaires de la diaspora œuvrant pour son développement

Issue de la deuxième vague d'immigrés haïtiens, Johnson Napoléon, qui s'est établi en Floride (Miami), se livre, corps et âme, au développement de la communauté haïtienne, motivé par le souci de créer des entreprises capables de fournir des emplois et doter celle-ci de ressources économiques et financières, à l'instar des autres groupes ethniques également arrivés aux États-Unis, au cours des cinquante dernières années.

Le profil de l'homme d'affaires témoigne de son cheminement, dans le monde des affaires, pour avoir mis sur pied près d'une douzaine d'entreprises.

En effet, créateur du « *Groupe Azure* », basé en Floride, il a su greffer au moins huit autre entreprises à celui-ci. Azure Collège, dont le campus se trouve à Miami, en sus d'une succursale en Haïti, offre aussi une formation à distance. Selon M. Johnson, pas moins que 300 jeunes fréquentent son établissement, poursuivant des études en science infirmière.

Dans la foulée, il a fondé aussi Azure University, Azure Radio, Cola Choucoune et Miami Bottling Plant. Cette dernière entreprise facilite la production de cette boisson largement distribuée en Floride. Il se propose, dit-il, d'étendre cette dernière initiative aux autres à d'autres régions étatsuniennes, dans les jours qui viennent.

À l'âge de 50 ans, Johnson Napoléon est doté d'une imagination prodigieuse, passant le plus clair de son temps à concevoir et à lancer de nouvelles initiatives en matière d'affaires. Sans ostentation, il aspire à exposer la communauté haïtienne au monde entier, par le biais du succès de ses entreprises.

L.J.

OBITUAIRE

Décès de Dubner Clermon à Brooklyn

Nous annonçons avec infiniment de peine la douloureuse nouvelle de la mort de M. Dubner Clermont, à l'âge de soixante-quinze ans, et survenue à l'Hôpital Maimonides Midwood Community, à Brooklyn NY, le vendredi 13 janvier 2022, suites de complications de santé.

En cette pénible circonstance, le Nouvelliste présente ses sincères condoléances, à son épouse : Mme. Huberthe Clermont, née Eugène ; à ses enfants : Dhunia, Danhy et Dhierry Clermont; à ses frères et sœurs : Mme. Marie Follet Clermont Bloncourt et son époux, M. Frank Bloncourt ; Mme. Yolène Chérestal César, Mme. Yvonne Étienne, Mme Devige Clermont et la Grande Famille du Collège Gérard Armand Joseph, M. Dumouchel Clermont et son épouse, Mme Yanick César Clermont, Mme. Doloresse Clermont, M. Darwin Clermont et son épouse Mme Marie Rose Napoléon Clermont, Mme. Schneider Pierre César, M. Carl Frédérique Noël et famille, Mme. Fudjika Bloncourt. M. Ricard Evens Étienne et famille.

À ses neveux et nièces : M. Gérard Armand Joseph jr. et son épouse Mme. Amina Barrimond Joseph, M. Fabrice Pierre Bloncourt et son épouse Sherry Madhavian, M. Vladimir Étienne et famille, Mme. Christie Dalencour et son époux M. Patrick Neise, Mlle Cheena Clermont, M. Antony Étienne, Mme. Pharah Dee Clermont Pabon et son époux Mickael Pabon, Mlle Tatyana Sue

Dubner Clermont

Clermont, M. Raoul Pierre César jr. et son épouse, M. Raphaël Brutus, M. Philippe Clermont, Mlle Cindia Charles.

À ses petits neveux et nièces : Anastasia Marie Joseph, Noah Antony Jackson, Ava Skye Neise Yolanda Véronica Eustache, Alex Joseph, Yani Alexy Jackson, Édouard Nima Bloncourt, Andy Curtis Pierre César, Aariyah Jaëlle Neise, Marcello Saint-Louis Pabon.

À ses oncles : David et Sainclair Desrivières.

À ses nombreux cousins et cousines : Rabelais Pierre-Louis et famille, Serge Pierre-Louis et famille, Ludger Adonis et famille, Yvela Blanchet Montinard et famille, Aina Blanchet Mondestil et famille, Jacques Blanchet et famille, Rose Andrée Blanchet Prophète et famille, Anne Marie Clermont et famille, Tania Desrivières et famille, Danny Desrivières et famille, Evens Desrivières, Yolène Blanchet Lezin et famille, Ernso Blanchet et famille, Francine Louis, Olgine Blanchet et famille, Garhens Desrivières et famille, Gérald Desrivières, Roudolphe Desrivières et son épouse, Romane Desrivières et famille, Esther Desrivières et famille, Carline Desrivières et famille, Ruth Desrivières et famille, Phanord Joseph et famille, Pisana Joseph et famille, Lorvana Joseph et famille, Marie Henry Adonis et enfants.

À ses beaux-frères et belles-sœurs : Marlène Janvier et enfants, Dominique Janvier, Mirlène Janvier et Michelle Janvier, Mme. Flore Eugène (et son époux Schiller Bois et enfants), Fabiaola Bois et Taika Bois, Mme. Marie Rosenie Eugène et son époux Frantz Délly et enfants Ludwig Delly, Kervin Délly, Martine Délly, Nayla et Emanie Délly, Mme. Carmelle Eugène, son époux Jérôme François et ses enfants : Jessica François, Gordon François et sa compagne Jasmine Sweat; Mr. Raynald Eugène, son épouse née Farah Brutus et enfant Nathan Eugène.à Schiller Narcisse et ses enfants: Harvens et Shilove Narcisse, Peggy Paul, Herby Pierre, David et Simone Avril.

À tout le personnel du Collège Gérard Armand Joseph: M. Jean Simson Desanclos, directeur, M. Jean Luckner François, M. Budry Cardichon, M. Joliphat Chalne, M. Ebel Kitadin, M. Wilfrid Cerise.

À la famille Thélémaque, spécialement : Edrice Thélémaque et famille, Marcelle Thélémaque et famille, à tous les membres de HABDER (Haïti Baraderes Recovery Inc.).

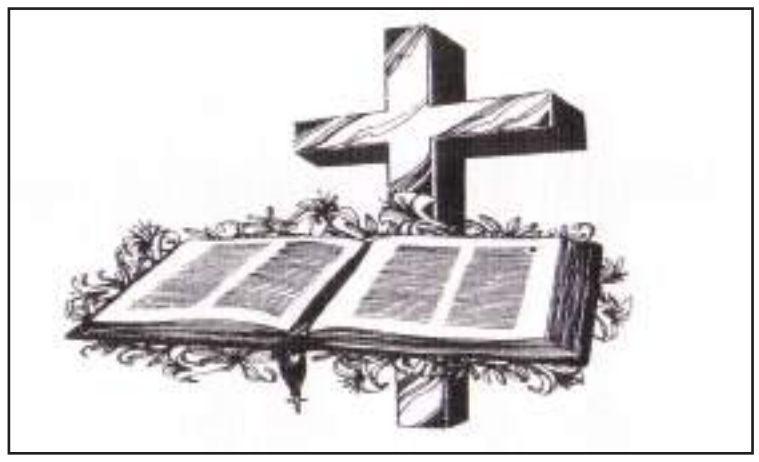
À tous les membres de l'Association de Grand-Boucan/ Nippes ; aux familles Clermont, Eugène, Bloncourt, Joseph, Cherestal, Cesar, Étienne, Napoléon, Lauture, Neise, Brutus, Pabon, Madhavian, Eustache, Noël, Blanchet, Lominy, Desrivières, Gourdet, Modestil, Adonis, Montinard, Pierre, Pierre-Louis, Philoclès, Saint-Vil, Lezin, Aubert, Andou, Prophète, Sylvain, Janvier, Bois, Delly, François, Toussaint, Avril, Narcisse, Thélémaque.

Ainsi qu'à tous les parents, alliés et amis affectés par ce deuil.

La dépouille mortelle sera exposée le vendredi 27 janvier, de 3 heures à 8 heures PM, à Andrew Torregrossa & Sons Funeral homes Inc, sise au 2265 Flatbush Avenue à Brooklyn NY.

Les funérailles auront lieu le samedi 28 janvier à 9 heures 30 du matin, à l'église Mon Refuge, au 2020 Foster Avenue, à Brooklyn New York 11210.

L'inhumation se fera à Cypress Hills Cemetery, situé au 833 Jamaica Avenue, Brooklyn, N.Y. 11208, Téléphone 1-718-277 2900.



Jounal 18 - 25 janvier 2023.qxp_HO 1/18/23 4:46 AM Page 5

OBITUAIRE

Décès, au Québec Canada, de Prudeau Brutus

Nous annonçons avec infiniment de peine le décès de Prudeau Brutus Junior survenu au Québec, Canada, le 2 décembre 2022, après un séjour de trois mois à l'Hôpital Pierre Boucher de Boucherville. Il était âgé de 84 ans.

Il laisse dans le deuil son épouse, née Margatette Gaspard, ainsi que ses enfants : Prudeau Brutus jr et épouse, née Jennifer Thérilien, sa fille Cynthia Presley, née Brutus et son époux Fred Presley; à ses petits-enfants : Arielle, Sébastien, Conrad; à sa soeur Yola Brutus et son époux, Dorothy Ménélas; ainsi que ses nombreux cousins et cousines, neveux et nièces.

Nous présentons nos sincères condoléances à son épouse et ses enfants, aussi bien qu'aux familles Brutus, Gaspard, André, Pierre-Louis, Pyronneau, Pierre-Jean, Valcourt, Désir, Félix, Guichard. Thérilien, Presley, et à tous les autres parents et alliés affligés par ce deuil.

C'est avec tristesse que Gabriel Nelson, son ami de toujours présente l'oraison funèbre que voici: Né au Limbé, dans le nord d'Haïti, le 2 janvier 1938, le défunt a fait ses études primaire et secondaires à Port-au-Prince, et ses études supérieures en Colombie et à New York, aux États-Unis, avant de faire sa carrière dans l'enseignement à New York, en tant que professeur d'espagnol.

C'est avec tristesse que Gabriel Nelson, son ami de toujours, présente l'oraison funèbre que voici :

Mesdames, Messieurs,

Nous voici réunis pour rendre un dernier hommage bien mérité à un époux, un père, un grand-père, un frère, un oncle, un ami, un bienfaiteur. Celui qui s'engage sur cette voie que nous allons tous emprunter un jour s'appelle Prudo Brutus, alias Dodo. Après une longue agonie de trois mois, le voici admis au pays sans chapeau comme on aime bien le répéter chez nous.

Dodo a pris le train de la vie le 2 janvier 1938 au Limbé, localité proche du Cap-Haïtien. Lui et moi sommes originaires du même patelin et avons habité l'ancienne grand-rue à presqu'un jet de pierre l'un de l'autre.

Le train fit de longues escales à Port-au-Prince, à New York, en Colombie et au Canada, où il descendit définitivement, le 2 décembre 2022. Dans chacun de ces endroits, il en a profité pour faire le plein de connaissances et créer des liens. À Port-au-Prince. il compléta ses études primaires et secondaires. Dans la Grosse Pomme, qui symbolise New York, il se frotta à la langue de Shakespeare et décrocha des diplômes universitaires le conduisant à l'enseignement. Il se maria et devint père de trois enfants. En Colombie, il obtint des compétences dans la langue espagnole. Ce qui fit de lui le prof le plus qualifié en cette langue seconde de sa commission scolaire. Au Canada et particulièrement au Québec, il fit la rencontre de sa seconde épouse, en la personne de Margarette Gaspard, communément appelée Maggy. Vous comprendrez, Mesdames et Messieurs, qu'en maîtrisant le créole, le français, l'anglais et l'espagnol Dodo arborait modestement, mais fièrement, son écharpe de polyglotte.

Dodo était un animal social, qui avait le tour de se faire des amis. Même gravement malade et immobilisé sur son lit d'hôpital, il continuait à inviter les visiteurs à son prochain barbecue. Que dire de ses appels, en fin de soirée ? Si tu faisais partie de sa liste que, par déformation professionnelle, il disait nominale, il t'appelait quotidiennement pour s'informer de ta journée et te souhaiter bonne nuit. En fait, Dodo était toujours en train de faire plaisir à quelqu'un ou d'aider.

Je suis certain que chacun de nous a en tête un geste noble, ou, tout simplement humain, posé par Dodo. Vous êtes en visite chez lui, il faut absolument qu'il chuchote à l'oreille de Maggy d'ajouter un autre couvert. Vous avez déjà mangé, un verre vous est servi. S'il y a refus, il tient à ce que vous partiez avec une banane, un avocat, une pomme, de la cassave ou autre. Aussi, lui suffit-il d'apprendre que vous êtes coincé financièrement pour délier grassement les cordons de sa bourse. Vous avez besoin de dollars américains, il vous en fournit sans tenir compte du taux de change. Pour Dodo, l'argent était un moyen d'aider son semblable, beaucoup plus que pour thésauriser. Disons-le sans ambages, Dodo était un homme de compassion, de générosité, d'intégrité d'opiniâtreté, de respect de la parole donnée et particulièrement de justice sociale. Malgré sa foi adventiste, il m'arrivait de discuter de sujets très sensibles avec lui. Il n'était pas de ceux qui répétaient des formules toutes faites et bien apprises,

Dodo était aussi un grand amateur de jeux de société : domino, bésigue, lido, damier, checker, et malheur à ceux qui osaient s'asseoir en face de lui.

Le départ de Dodo laisse, sans point de repères, des dizaines de gens d'un peu partout réunis grâce à sa courtoisie naturelle. Que va-t-il se passer de tous ces liens créés sous le parapluie de sa bienveillance et maintenant sans gouvernail ?

Dodo m'a toujours confié qu'il rêvait de terminer ses jours dans une résidence à New York, parce qu'il n'a jamais voulu être un poids pour quiconque. Or, il vient de laisser ses cendres ici, à Montréal. C'est parce qu'il n'a cessé de faire l'éloge de Maggy, qui le traitait avec respect. Comme un leitmotiv, cette notion de respect revenait, encore et encore. Fatiguée et amaigrie, nous avons vu cette femme se présenter au chevet de son homme, jour après jour, sans jamais se plaindre.

Maggy, tu as passé ton examen d'épouse dévouée et combative haut les mains. Sort doublement cruel, tu as, en l'espace de quelques mois, fait face à un incommensurable chagrin, suite à la perte de deux êtres chers, une mère et un mari. En dépit de tout, tu dois continuer à vivre pour témoigner de leur passage sur terre.

Cela dit, nous sommes honorés de rendre ce dernier hommage à Dodo : hommage de reconnaissance, hommage de sympathie, hommage d'amour, hommage tout court.

Dodo, tu as eu une vie bien remplie. Alors que plusieurs laissent leurs traces dans le sable, toi tu as gravé tes empreintes dans les cœurs. Si seulement chacun de nous pouvait s'imprégner d'un de tes modèles, afin de le mettre en application, l'humanité ne s'en porterait que mieux.

Repose en paix, Dodo ! Ton feu sacré continuera à nous servir de fanal pour éclairer les détours de nos sentiers embroussaillés.

Respectueuses salutations et sincères condoléances à tous ceux et à toutes celles et ceux.affligés par ce deuil.

Pamphile Barlatier est décédé à Queens, New York

Nous annonçons avec immensément de peine le décès survenu à Queens, New York, aux États-Unis, de Pamphile Barlatier, appelé affectueusement « *Papa* », le 16 décembre 2022, à l'âge de 102 ans. Il a tiré sa révérence à ce monde en possession de toutes ses facultés, avant même d'arriver à l'hôpital où il se faisait conduire, suite à un malaise.

Le service funéraire s'était déroulé, le lundi 26 décembre, au Hempstead Funeral Home, sis au 89 Peninsula Blvd, Hempstead, New York, célébré par le diacre Christopher Barber; et l'inhumation a eu lieu, le 27 décembre 2022, au Greenfield Cemetery, Nassau Road, Uniondale, New York.

Le défunt est survécu par ses enfants : Serge, Marie Clare Barlatier, Claudette Barlatier, Clark (Mme née Nancy Himely, et Dumarsais Hermack; ainsi que par ses petits-enfants : (tous les enfants de Serge), Alain, Richard, Dimitri, Dayana Christie, Clark jr, Andrew, Dumarck, Damarc, Durcé, Duyani André et Dumy, Marie Ange Carla (son époux Thomas Haas), Olivia Marie Haas, Joanne (et son époux Alonso Wadzworth), Alonso Haas jr., Alex, et Angelina Wadzworth,. De même que ses arrières-petits-enfants, son, frère, ses sœurs, nièces et neveux, ainsi que ses nombreux parents et amis.

Vénéré par ses enfants, les nombreux membres de sa proche famille, parents et amis, « *Papa* » est connu pour avoir été un citoyen exemplaire et exceptionnel qui s'est révélé, toute sa vie, un être remarquable, tant par ses origines sociales et professionnelles que par son itinéraire professionnel.

En effet, il est né sur l' « *Habitation Barlatier* », à Saint-Louis du Nord, le 1er juin 1920, sans avoir jamais suivi pleinement les cycles d'études classiques, mais s'étant fait du dictionnaire Larousse son enseignant et professeur privilégiés et exclusifs. Doté de la pensée cartésienne, de la maîtrise de la logique en général et du sens profond du débat public, ses connaissances diversifiées, en général, le faisaient passer pour un intellectuel de belle eau. Si bien que, admirateur de sa belle et riche conversation, quand je me retrouve en sa compagnie, je restais suspendu à ses lèvres. Aussi, pendant plusieurs années, jusqu'à cinq ans avant sa mort, j'entretenais l'idée qu'il était un juriste. J'ai perdu cette illusion, grâce à son fils Clark, qui m'a fièrement détrompé, à ce sujet.

Dans son humble bibliothèque, pas moins d'une dizaine de dictionnaires en complète le décor, y compris cinq versions différentes du Larousse, en sus du bilingue anglais-français et French-English. De toute évidence, il se souciait bien de la mise à jour permanente de son savoir.

En 1954, il a convolé en justes noces Yvette Goldman, enseignante et entrepreneure (qui l'avait précédé dans l'au-delà). Établi à Pétion-Ville (commune de Port-au-Prince, Haïti), le couple a élevé cinq enfants.

Évoluant comme entrepreneur, dans le transport de marchandises à destination des provinces d'Haïti, jusqu'à ce que, en 1977, il ait décidé d'émigrer aux États-Unis, à l'âge de 45 ans.

Poursuivant la même carrière, dans le pays d'adoption, « *Papa* » s'est lancé dans le transport routier, livrant toutes sortes de marchandises, aux États-Unis et au Canada. À une époque, où le «*General Positioning System* » (GPS) n'était pas encore né, il avait recours à la carte géographique pour atteindre ses destinations.

En ces douloureuses circonstances, nous présentons nos sincères condoléances aux familles Barlatier, Jean-Baptiste, Bernateau, Poux, Telfort, Semelfort, Beaubien, Dalberiste, Lorrius, Jean, Lacroix, Célestin, Jadotte, Louis, Fougy. Ainsi qu'à tous les autres parents et alliés affligés par la disparition de « *Papa* ».

Léo Joseph

Jounal 18 - 25 janvier 2023.qxp_HO 1/18/23 4:46 AM Page 6

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Sa Blan an vle se sa k fèt ann Ayiti !

Pandan ke ann Ayiti y ap bat chal bari dèyè dènye twouvay Premye minis defakto Ariel Henry (Aryèl Anri) a pou l ka kontinye rete opouvwa, Blan yo, ki vrèman deside sa k pou fèt n an peyi a, bat bravo pou li, yo di se sa nèt. Men jouk nan fen semèn nan, mwen pa t ko tande okenn Komisyon enstale. Sanble gen youn maldòn.

Noun konnen de kisa m ap pale. Se Komisyon gwo non ki touye ti chen Premye minis la te anonse apre reyinyon 21 desanm ki te fèt nan lotèl Karib la, epi msye te fè pibliye nan jounal ofisyèl gouvènman an, *Le Moniteur*, nan dat 3 janvye 2023, youn dokiman sou sa k te swa-dizan diskite, ke yo te antann yo sou sa. Men gwo non an « *Consensus national pour une transition inclusive et des élections transparentes* ». Pi devan nan dokiman an, nou jwenn gwo non k ap touye ti chen an: « *Haut Conseil de la Transition (HCT)* ».

Omèm moman, yo gentan anonse 3 mounn ki pral nan HCT a, gwo konseye Premye minis la, san yo pa vrèman gen okenn otorite. Se pastè Calixte Fleuridor (Kaliks Fleridò), prezidan Federasyon pwotestan an; Laurent Saint-Cyr (Loran Sensi), youn òm dafè; avèk Mirlande Manigat (Milann Maniga), ansyen senatè, ansyen kandida alaprezidans, vèv defen pwofesè Leslie Manigat (Lesli Maniga), ki te fè youn kout prezidan ki te dire sèlman 6 mwa, nan lane 1988.

Jouk nan fen semèn pase a, nou pa t tande enstalasyon HCT a, ki te pou fèt anvan kòmansman lane a. Nou tande sa te ranvwaye pou apre 6 janvye, ki te Fèt Lèwa. Anyen menm, jiskaprezan. Selon youn atik editè Léo Joseph (Leo Jozèf) te pibliye nan dènye nimewo jounal la, sanble Madan Maniga vle fè bak, li pa ta santi l alèz jan l vin konprann HCT a. Sè ke yo pa t manke kritike, yo di l al foure kò l nan youn bagay ki se youn pyèj, paske se kòm pòtre yo 3 a pral ye nan HCT a, pou fè Aryèl Anri parèt byen bèl.

Kominike Blan Inyon Ewopeyèn nan pou apiye Nèg yo a

La tou, Blan yo kouri mete kominike deyò pou bat bravo pou Premye minis la epi mande pou plis mounn vin sipòte sa l ap fè a.

Aryèl Anri sanble li toujou poko jwenn kle pou l rezoud kriz la.

Òganizasyon Inyon ewopeyèn mete youn nòt deyò nan dat 13 janvye pou di ke òganizasyon an « *enterese anpil nan piblikasyon dokiman an ki fèt nan Le Moniteur a* ». Natirèlman, sa gen pou wè ak « *Consensus National pour une Transition Inclusive et des Élections Transparentes* » la. Nan nòt la, yo di « *Delegasyon rwopeyèn nan ansanm ak anbasad Lalmay, Lafrans ak Lespay ann Ayiti dakò pou sa k ap fèt la* », y ap mande pou lòt mounn ak òganizasyon siyen, vin pote kole.

Jan nou wè l la, nou tou konprann se sendika CORE Gwoup la nan Pòtoprens k ap boule, memnm yomenm nan ki te met Aryèl Anri opouvwa depi 20 jiyè 2021. Antouka, nou pa ka bliye ke Premye „inis la te sanse fè bonjan eleksyon depi nan mwa novanm 2021, paske tout bagay te deja an preparasyon depi anvan yo te ansasinen Jovnèl Moyiz, nan dat 7 jiyè 2021 a. Nad marinad!

Novanm 2021 vini, l ale, okenn eleksyon pa t fèt. Men novanm 2022 vini, youn lane pita, epi se lè sa a Premye minis vin sonje te gen youn pawòl eleksyon epi l tou vini ak youn lòt pawòl : « *Tranzisyon ak bonjan eleksyon* » diran lane 2023 a, epi le 7 fevriye 2024 l ap renmèt pouvwa a bay mounn pèp la va chwazi a. Pale mwa d sa !

Se premye fwa nou t ap gen eleksyon nan peyi a depi lè pou yo te òganize yo nan lane 2019, lè manda tout 119 depite yo te bout ak manda 10 nan 30 senatè yo. Epi Jovnèl Moyiz, ki te pran pòz gwo chèf li, te ranvwaye 10 lòt senatè. La tou Sena a te vin redui a 10 senatè ki pa t ka vrèman pase okenn lwa. Lè sa a, prezidan de fakto a te pran televizyon pou li, apre 20 janvye 2020, byen souriyan, li te di : « *Palman an demanbre (caduc* se mo franse li te itilize a). M ap oblije gouvènen pa dekrè! » Se depi lè sa a peyi ap viv anba youn diktati ke kominote entènasyonal la te apiye. Wi, depi sou defen an.

Vwala ke prezidan ansasinen, epi CORE Group la pouse do Claude Joseph (Klod Jozèf), ki te pran pouvwa a touswit, menm jou 7 jiyè a. Yo enstale Nèg pa yo, Aryèl Anri kòm Premye minis defakto, nan dat 20 jiyè 2021. Depi lè sa a, diktati a ap ranfòse.

Pyè Esperans, direktè ekzekitif RNDDH, pa we anyen ki bon pou Ako 21 desanm nan nan boul kristal li.

Vwala ke dezyèm lendi mwa janvye a, ki te tonbe nan dat 9, manda 10 senatè ki te rete yo rive nan bout yo. Epi Aryèl Anri vin vrèman « *Sèl Kòk ki chante* » ann Ayiti, menm si se pa pèp la ki te chwazi l nan eleksyon, ni se pa Palman ki te apwouve l. L ap travay ak Blan yo ki bòs li, paske sa Blan di se sa k fèt ann Ayiti.

Ayisyen pa dakò, yo leve lavwa kont sa Blan yo ap fè lakay yo

Antretan, Ayisyen konsekan leve lavwa di bagay yo lèd anpil lafason Blan yo ap opere ann Ayiti. Pami tou sa yo ki leve lavwa kont sa k ap pase a, n ap pran Pierre Espérance (Pyè Esperans), ki gen òganizasyon Rezo nasyonal pou defann dwa mounn, ke nou konnen sou non RNDDH la. Msye bay jounal *Le Nouvelliste* la youn antrevi menm jou 13 janvye a, kote li denonse sa Inyon Ewopeyèn di alega « *Akò 21 desanm nan* ». Li di : « *Se youn eskandal, youn kalòt yo bay pèp Ayisyen. Kijan nou ka konprann Inyon Ewopeyèn ak lòt peyi sa yo k ap preche pou gen youn peyi k ap byen mache selon lalwa vin kore sa k pibliye a. Sa montre ke peyi sa yo pa ede nan fè anyen pou gen chanjman nan peyi a, yo pa vle tande sa Ayisyen mande pou peyi yo* ».

Jeri Tadye, chef pati Ann Avan, kanpe lwen Ako 21 desanm nan.

Mesye Esperans di depi Aryèl Anri enstale nan Biwo Premye minis la, sitiyasyon Ayiti vin pi mal. M ap kite l pale : « *Tou sa nou t ap denonse nan lane 2021 ak 2022 kontinye vin pi grav nan kòmansman lane 2023 a. Gen otorite Inyon Ewopeyèn ki t oblije kouri kite peyi a akòz ensekirite. Èske gen youn ale mye nan kesyon ensekire a depi lè sa a ? Non. Sitiyasyon an vin anpire. Gang yo vin pi pisan. Yo gen ranfò. Atò ki sa k chanje nan peyi a pou Inyon Ewopeyèn vin bay youn gouvènman konsa gwo bourad, youn gouvènman k ap vyole dwa mounn, ki pa fè ka kijan mounn ap pèdi lavi yo, epi gang ap byen mennen* ».

N ap rete la, pa paske nou fin bay tou sa Pyè Esperans di. Men nou ka santi kijan kòlè monte l paske se kòmsi Blan yo vin rekonpanse Premye minis yo a pou jan li lakòz plis soufrans pou pèp ayisyen an. Vrèman, sa se youn gwo kalòt Inyon Ewopeyèn ban nou.

Kòm nou tout konnen, prèske tout gwo pati politik ak òganizasyon ki gen plis mounn dèyè yo pa nan mache kole ak desizyon Aryèl Anri pran pou l kenbe pouvwa, petèt avi. Pa Fanmi Lavalas, pa OPL, pa Pitit Desalin, pa Akò Montana, elatriye. Nan fen semèn nan ansyien depite Jerry Tardieu (Jeri Tadye) ak pati l la, Ann Avan, di li pa nan bagay sa a. Kesyon mande plis mounn pase siyen Akò 21 desanm nan pa pral okenn kote.

Selon nou-men, lis non mounn nou wè ke yo pibliye anba sa k parèt nan *Le Moniteur* 3 janvye a se plis youn bann ranblè pou fè pwopagann. Men sa yo rele « *les forces vives du pays* » ret byen lwen, yo pa rantre nan tentennad yo a.

Nou pa ka fini san nou pa di ke se sèl egare ki kwè tout sa k ekri nan dokiman ki parèt nan *Le Moniteur* a pral fèt vre. Nan 11 mwa edmi ki rete nan lane 2023 a ? Pou nan dat 7 fevriye 2024 en transfè pouvwa ? Menm jan eleksyon yo pa t fèt nan mwa novanm 2021 an, y ap jwenn youn fason pou yo pa fèt lane sa a tou, sitou avèk tout gang ki blayi toupatou nan peyi a. Pèsonn pa ka di m gouvènman an pa gen dizon l ak gang yo. Pa bliye kijan yo te tabli katye jeneral yo nan Matisan, la anba bouch Pòtoprens,depi premye jen lane 2021. Yo koupe trafik ak 4 depatman depi dat sa a. Èske nou te janm wè Aryèl Anri leve youn ti dwèt kont yo? M ap repete byen fò sa m te di a : ***NOU PA EGARE !***

TiRenm/
Grenn Pwonmennen
raljo31@yahoo.com

DE BROSSE & STUDLEY, LLP
Richard A. De Brosse
Attorney at Law
ACCIDENTS * REAL ESTATE MALPRACTICE
182-38 Hillside Avenue **(Suite 103)**
Jamaica Estate, N.Y. 11432
Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187
rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

Jounal 18 - 25 janvier 2023.qxp_HO 1/18/23 4:46 AM Page 7

HAPPENINGS!

Continued from page 1

adoption of the 'National Consensus for an Inclusive and Transparent Elections' in Haiti"

Here is the full explanation: *"The EU delegation in Haiti as well as the members of the EU present in Haiti (Germany, Spain and France) wholeheartedly welcome the publication of the document titled 'National Consensus for an Inclusive and Transparent Elections' in the Moniteur of the Republic of Haiti. The EU and the EM (Embassies) welcome the pursuit of this inclusive dialogue among all the Haitian stakeholders interested in a democratic solution to the multi-dimensional crisis that Haiti faces.*

"In that light the EU and the EM hope that the engagements contained in this document speedily will become reality, particularly the naming of a provisional Electoral Committee, so that the calendar established in this text be respected.

"The EU and the EM reaffirm their solidarity to the Haitian people and reiterate that they will intensify their cooperation with Haiti in all domains."

Of course, the EU is referring to the detailed document that resulted from the December 21 meeting held at the Karibe Hotel, in Pétionville, organized by Ariel Henry, the neurosurgeon that was named to the Prime Minister's post July 20, 2021, by the CORE Group of Western ambassadors, including the three countries mentioned above. Others in that diplomatic syndicate in Port-au-Prince are the ambassadors of Brazil, Canada, the United States and the representatives of the Organization of American States (OAS), of the United Nations (UN) and of the European Union (EU).

"The High Council of Transition" is window dressing

To be noted in that document, Dr. Henry has included a three-member advisory group called ***"The High Council of the Transition"*** (French acronym HCT). With that novelty, he thought he would appeal to many. Here are the chosen advisors: Pastor Calixte Fleuridor, president of the Protestant Federation; Laurent Saint-Cyr, representing civil society, especially the business sector; and Mirlande Manigat, the political sector. She's a constitutional lawyer, a former senator and widow of eminent Professor Leslie Manigat, who was president for about six months in 1988, before he was deposed in a bloodless military coup. Though the advisors may attend ministerial cabinet meetings, they have no voting power. Moreover, they can't take any decision without first discussing with the Prime Minister, prompting some critics to call them window dressers.

Obviously, the mentors of Dr. Henry have come to his rescue at a time that his latest proposal for "inclusiveness" has failed to attract the major political players and organizations. He hasn't convinced the following: Former President Aristide's *Lavalas* Party, the *Organization of the People Struggling* (French acronym OPL) of the late Gérard Pierre-Charles, *Pitit Dessalines* of former Senator Moïse Jean-Charles, *Atibonit ann Aksyon* (AAA) of former Senator Youri Latortue, *En Avant,* of former Deputy (Congressman) Jerry Tardieu, the *Montana Accord* group, which so far has drawn many more than any other accord under the same umbrella.

Pierre Espérance, of the National Network for Defense of Human Rights (French acronym RNDDH), is blunt with his criticism of the EU support for the Prime Minister's "inclusive transition" document. In an interview with the Port-au-Prince daily *Le Nouvelliste*, the same Friday, the 13th, that the EU issued its communique, he asked, among other things: *"What has changed since officials of the European Union had to rush out [of Haiti], due to insecurity. Has there been an amelioration in the insecurity since then?"*

He answers the questions: *"The gangs have become more powerful. They've been reinforced. What has changed in the country to the point that the European Union is giving so much support to a government which is violating human rights, being oblivious of people losing their lives, while the gangs prosper."* And he exclaims: *"This is scandalous! It's a slap at the Haitian people."*

The destabilization of Haiti internationally planned

Those in the international community, EU included, must have a plan for Haiti's destabilization. For, since their Prime Minister was enthroned July 20, 2021 —that's 18 months ago—, nothing has been done to secure the country and attend to the people's needs. The best example of this are the gangs who occupy Martissant, at the southern entrance to the capital, since June 1st, 2021, cutting Port-au-Prince from four of the 10 geographic departments, as the mini states are called.

Even Dr. Henry had to evacuate the Prime Minister's office since last June to find refuge at his residence in an upscale neighborhood where he takes care of business and receives delegations, probably even the EU delegation. For, the gangs established themselves in the Court building of the Tribunal of First Instance, after chasing out the judges, lawyers and the staff. That court is a stone's throw from the Prime Minister's regular office. Apparently, the sanctioned president of the Senate till January 9, Joseph Lambert, had an understanding with the gangs, because the Senate building in the neighborhood under their control was not infringed. Now that's forever solved because, as of January 9, the mandates of the 10 remaining senators, from 30 since January 2020, have elapsed.

For all these accomplishments, including not organizing the elections he promised for November 2021, Ariel Henry deserves more support from the EU and the other members of the CORE Group of ambassadors for at least another year in power, ostensibly to organize credible democratic elections with the oversight of the "High Council of Transition." Transfer of power is scheduled for February 7, 2024 to the one that the people would have chosen, states the document. But elections, under gang rule can hardly be considered free, fair and democratic. Meanwhile democracy has been put on hold, under the glare, even the support of the international community. And the mayhem continues in Haiti.

President Joe Biden speaking at Eben-ezer Baptist Church in Atlanta, last Monday, January 14.

President Biden's shortcut "humanitarian" immigration plan

On January 5, before President Joseph Biden took a trip to the Texas border to experience first-hand the migration crisis, with hundreds of would-be refugees arriving every day and being forcibly expelled by U.S. border patrol agents, he mentioned a plan whereby 30,000 refugees would be accepted monthly from Venezuela, Nicaragua, Cuba and Haiti in an orderly fashion. As for those who try to breach the border, they would be expelled and be barred for five years from applying for normal entry.

According to the Biden plan, the migrants will file an application while in their country or elsewhere via a special designed website. To be eligible, an individual would have to meet certain requirements, such as having a clean dossier, and sponsors in the U.S. who will be responsible for them for 10 years. Of course, on arriving in this country, they would be able to apply for employment.

In the days following the announcement, scenes of thousands of Haitians laid siege to offices in Haiti to get passports. Haitian workers in the Dominican Republic rushed home, causing disruption to production in the country next door which had been expelling thousands of Haitians all throughout 2022. Now the problem is that Haitians are leaving of their own accord, attempting to go home to fill the requirements for acceptance in the U.S.

Though some people consider the Biden plan to be "humanitarian," others see it as depleting Haiti of its educated class, because only tech savvy individuals will be able to fill the application on line, as required. This will result in a drain brain for Haiti similar to that which occurred under the Duvalier dictatorships in the 1960s and 1970s. Moreover, it already represents a challenge for Haitians in the U.S. whose relatives in Haiti have targeted as sponsors. Some of my acquaintances have been badmouthed for not complying with several requests for sponsorship. Thus, for the Haitian community, the Biden plan is a double-edged sword.

To keep the Haitians at home, a change in U.S. policies

The policies of the U.S. toward Haiti are to blame for the citizens streaming out the country. Support for Haitian so-called leaders who drain the resources of the country through their corrupt practices, while benefitting from impunity, is the scourge to extirpate. With patriotically honest leadership, a development plan styled after the Marshall Plan for Europe after World War II, will go a long way in keeping Haitians at home.

***For the 94th birthday of Martin Luther King, Biden goes to Eben-ezer Baptist Church in Atlanta**

Last Sunday, a day ahead of the third Monday in January, officially declared Martin Luther King's Day in the United States, President Biden went to his church, in Atlanta, to celebrate with the faithful. He was eloquent in his speech for the occasion. Of all he said, we dwell on this statement: *"Folks, you know, on this day of remembrance, as we gather here at this cherished Ebenezer to commemorate what would've been Dr. King's 94th birthday, we gather to contemplate his moral vision and to commit ourselves to his path. The path that leads to the 'Beloved Community,' to the sacred place and that sacred hour when justice rains downs like waters and righteousness was a mighty stream."*

And Martin Luther King had a Dream!

Martin Luther King Jr., the dream lives on..

Beyond the grave, the words of Martin Luther King ring true. We quote the lines from his famous ***"I have a dream"*** speech, of August 28, 1963, on the steps of the Lincoln Center in Washington:

"There will be neither rest nor tranquility in America until the Negro is granted his citizenship rights." He spoke also of *"the horrors of police brutality,"* as we think about George Floyd's execution on May 25, 2020 in Minneapolis, and of Keenan Anderson in Los Angeles, on January 3, who, being tased by the police, kept yelling *"They're trying to George Floyd me. . . ."* Indeed, they killed him.

But Rev. King's eloquent words of the ***"Dream"*** he had ring true today: *"I have a dream that one day on the red hills of Georgia, the sons of former slaves and the sons of former slave owners will be able to sit down together at the table of brotherhood."*

Rev. Raphael Warnock was in the audience last Sunday when President Biden recognized his presence, saying now he's also a "Senator" of the United States. In this past year, we also witnessed the swearing-in ceremony of the first Black woman to the Supreme Court, Ketanji Brown Jackson, from Florida. Last November, Wes Moore, a charismatic author, running for political office for the first time, was elected the first Black governor of Maryland.

In the dawn of 2023, Congressman Hakeem Jeffries, of New York, was voted by his peer to be head of the minority in the House of Representatives, picking the baton from the outgoing Nancy Pelosi. Dr. King's dream is being realized, although there's still much more to do. Otherwise, we would not have such organizations as ***"Black Lives Matter."***

***January 12 marked the 13th anniversary of the Haiti earthquake**

In Haiti and elsewhere, the day was remembered, with Haiti's Prime Minister deploring what happened when more than 200,000 lost their lives. The U.N. remembered the 102 United Nations staff who perished that day.

But I was struck by a video posted on Facebook, courtesy of Professor Yolène Destin Barreau, of Samford University in Homewood, Ala., and founder/president of the Haitian American Association of Alabama. Here, arch conservative icon Pat Robertson saying that *"the earthquake was God's punishment on Haitians for the pact they signed with the devil to get independence."* But there was I responding, that *"the pact of the Haitians with the devil allowed the United States to gain the Louisiana Territory, that's 13 states west of the Mississippi River to the Rockies and south from the Gulf of Mexico to the border with Canada."* And Robertson repeated more than once: *"A blessing in disguise!"*

Facebook enthusiasts may check Yolene Destin B's page for an appreciation of the moment on January 14 when, on Rachel Maddow's MSNBC Show, to view the whole incident unfolding separately. Unknown to me, however, someone made a shorter video, using snippets of what we said to make my response more like a face-to-face confrontation. For my full response, check YouTube.

RAJ
18 January 2023
raljo31@yahoo.com

Jounal 18 - 25 janvier 2023.qxp_HO 1/18/23 4:46 AM Page 8

NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES

L'esclavage moderne à l'ambassade d'Haïti à Washington

Par Raymond A. Joseph

Nous nous excusons auprès des lecteurs de traiter de ce sujet en tout premier lieu, en guise de nouvelles brèves, en général.

Scandaleux ! À l'occasion de la commémoration du 219e anniversaire de l'indépendance d'Haïti, le 1er janvier 2023, les employés de l'unité des passeports, à Washington, n'ont pas pu célébrer l'événement, comme tout le monde. Car, ils sont à leur quatrième mois sans salaire — en terre étrangère, de surcroît.

Qui aurait cru qu'après la victoire de nos ancêtres, le 18 novembre 1803, à Vertières, contre les forces esclavagistes françaises, des colons modernes, affublés de titres ronflants de Premier ministre, doublé de ministre de l'Intérieur et d'ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire, auraient recours aux pratiques coloniales, exploitant des humains, leurs frères et sœurs, responsables de fournir, par leur labeur, plus de neuf millions de dollars U.S. (9 000 000,00 $) l'an à la caisse publique ?

En effet, depuis le mois d'octobre 2022, les quelque 15 employés de l'unité des passeports, à l'ambassade, qui traitent les demandes de passeport venant de citoyens haïtiens à l'étranger, même ceux en République dominicaine, n'ont reçu pas un centime de leur ministère, celui de l'Intérieur, dont le Premier ministre de facto, Ariel Henry, en est le titulaire, en sus de ses nombreuses autres fonctions.

Ayant contacté, par téléphone, l'ambassadeur Bocchit Edmond, chargé du fonctionnement de la Mission diplomatique d'Haïti à la capitale américaine, pour connaître le motif de cet avilissement infligé aux employés évoluant sous son autorité, il n'est gardé de recevoir l'appel, se contentant d'adresser un texte tweeté à mon portable, par ces mots : « *Excellence Monsieur l'Ambassadeur bonsoir. Je vous appellerai dans moins d'une heure de temps* ». C'était dans la soirée du mercredi 11 janvier, voilà exactement huit jours.

Jusqu'à hier, mardi, 17 janvier, n'ayant eu aucun appel de l'ambassadeur Edmond, j'ai essayé, sans succès, de le contacter par téléphone. Il n'a pas, non plus, réagi au texte que je lui ai envoyé sur son téléphone cellulaire. Mme. Nathalie Philippe, porte-parole de l'ambassadeur, n'a pas, non plus, répondu à mon appel téléphonique, ni au texte que je lui ai envoyé.

Pour l'édification de tous, je rends public tout le dossier, y compris le texte à l'intention de l'ambassadeur, que voici : *« 17 Janvier 2023- Message à l'Ambassadeur Bocchit Edmond, Ambassade d'Haïti à Washington.*

« *Bonjour, Excellence ! Depuis mercredi dernier, 11 janvier, j'attends l'appel promis 'dans moins d'une heure'. Pas d'appel jusqu'à présent. Pas de réponse à mes appels concernant le dossier des employés de l'unité passeport à l'Ambassade. Pourtant, M. Paul Harry Voltaire, chef de cabinet du Premier Ministre, aussi Ministre de l'Intérieur, m'a affirmé qu'il avait contacté le Ministre des Finances qui devait tout régler. Jusqu'à présent, rien n'est fait pour ces infortunés. Quatre mois sans rémunération en terre étrangère, c'est de l'esclavage moderne.*

« *Alors, comme on dit en Créole :* ***'M ap pran lari ak eskandal la'.***

« Qu'on ne dise pas que vous-même et les autres commis de l'État n'ont pas été avisés.

« Raymond Alcide Joseph, ex-

Papa Samba Mbodji

Ambassadeur à Washington, 301-335-5063; email : raljo31@yahoo.com ».

Afin que nul n'en ignore, hier, mardi, 17 janvier, j'ai envoyé, par WhatsApp, le texte suivant à Monsieur Paul Harry Voltaire, chef de Cabinet du Premier Ministre/Ministre de l'Intérieur :

« Bon mardi, Monsieur Voltaire! J'ai essayé, sans succès, de vous rejoindre au téléphone, pour vous avertir que rien n'a été fait pour les employés de l'unité passeport à l'Ambassade d'Haïti à Washington, n'ayant pas été rémunérés depuis octobre 2022, quatre mois sans salaire. N'est-ce pas de l'esclavage moderne qu'on pratique?

« Vous m'aviez dit, un mois plus tôt, que le Ministre des Finances a été averti et que le nécessaire a été fait. Maintenant, on est au quatrième mois sans salaire –en terre étrangère.

« J'ai essayé, par tous les moyens, sans succès, de rejoindre l'Ambassadeur Bocchit Edmond, à ce sujet. Bien qu'il m'ait envoyé une note, mercredi dernier, 11 janvier, savoir qu'il allait m'appeler 'dans moins d'une heure', je suis encore à l'attente.

« Alors comme on dit en Créole : M ap pran lari ak eskandal la !

« Mes civilités.

"Raymond Alcide Joseph, 301-335-5063; email: raljo31@yahoo.com".

Alors, il faut se demander si ces officiels du gouvernement, dit haïtien, se la coulant douce sur le dos des employés, certains d'entre eux devenus millionnaires, ne se sont pas concertés pour revenir avec un modèle d'esclavage moderne, à l'instar du système aboli par nos ancêtres, sous le commandement du Père de la nation, le martyr Jean-Jacques Dessalines ?

Honte à ceux qui ont menti ! Honte aussi au Premier ministre/ministre de l'Intérieur, le haut responsable, pas seulement de la bonne marche du pays, mais surtout du Ministère de l'Intérieur, dont il est le titulaire, donc premier responsable de l'esclavage mis en place à l'ambassade d'Haïti, à Washington, sous coupe réglée de son représentant extraordinaire et plénipotentiaire au pays d'Abraham Lincoln qui, lui aussi, avait aboli l'esclavage dans son pays, le 1er janvier 1863.

RAJ
18 janvier 2023
raljo31@yahoo.com

BRIÈVEMENT— D'ici et de là

*La Russie continue ses bombardements, à longue distance, de l'Ukraine. Aussi, samedi dernier, 14 janvier, la ville de Dnipro, au centre du pays, a-t-elle subi une attaque qui a détruit tout un pâté d'immeubles résidentiels, causant 45 décès, dont six enfants, et quelque 75 blessés, dont 15 enfants.

Un acte criminel de guerre, doit-on dire, de prendre pour cibles des civils, comme font les Russes depuis quelque temps. Car, selon Vladimir Poutine, il s'attendait à un exercice militaire de 24 à 48 heures, ayant débuté en février de l'année dernière. Mais depuis, c'est une guerre sans limite.

Ne pouvant pas obtenir la soumission du président ukrainien, Volodymyr Zelensky, il est évident que Poutine a décidé de faire disparaître l'Ukraine. Qui punira la Russie pour ses actes de génocide à grande échelle ?

Et la guerre continue. Alors que Vladimir Poutine se dit satisfait des progrès réalisés en Ukraine, vendredi dernier, 14 janvier, il a démis le général Sergei Surovikin, après seulement trois mois qu'il a passé à la direction des opérations, l'ayant remplacé par le général Valery Gerasimov, le No. 2 du Département de la défense, qui avait planifié l'attaque originale de février. D'aucuns disent que ce dernier détient le code nucléaire. À quoi s'attendre alors ?

Aux États-Unis, la question des documents classifiés vise Joe Biden

Comment 10 documents classifiés, lors de sa vice-présidence, sous le président Barack Obama, ont pu atterrir dans un bureau qu'il occupait à Washington, le « *Penn Biden Center for Diplomacy and Global Engagement?* » Cette découverte, par ses avocats, l'automne dernier, a été rendue publique, deux semaines plus tôt. Immédiatement, les avocats du président avaient remis les documents aux Archives de l'État, tel que requis par la loi.

Mais récemment, d'autres découvertes de documents chez lui, dans un garage, à Wilmington, Delaware, mettent le chef d'État sur la défensive. Comme pour la première découverte, les documents retrouvés ont été vite remis aux Archives. Et les avocats du président de dire qu'il coopère avec le procureur nommé par *l'Attorney General* (ministre de la Justice), Merrick Garland, pour mener l'investigation sur cette affaire.

Alors, on a affaire avec deux présidents, un ex et celui en fonction, qui avaient des documents classifiés en leur possession. Mais les critiques s'empressent d'établir la différence. Dans le cas de l'ex-président Donald Trump, il s'agit d'environ 300 documents qu'il avait refusés de remettre. Il a fallu une descente des lieux chez lui, à Mar-a-Lago, par des agents du Bureau fédéral d'investigations (FBI) pour trouver les documents en question. Et, jusqu'à présent, M. Trump n'a pas accepté de se mettre à la disposition de la Justice.

En ce qui concerne le président Biden, il s'agit d'un total de moins d'une vingtaine de documents, qui ont été tous remis immédiatement, aux Archives nationales. Puis, il s'est mis à la disposition de la Justice pour répondre aux questions relatives à l'investigation en cours. On se demande de quoi demain à quoi s'attendre, surtout que les républicains, à la Chambre basse, se mobilisent — pour faire quoi ?

***Quid du cas Santos ayant prêté serment comme député (Congressman) ?**

On se demande ce que feront les républicains, à la Chambre basse, de l'élu de leur parti, à New York (comté de Nassau et de Queens), un fraudeur invétéré ? Il est question de George Santos, qui a

George Santos, républicain élu à la Chambre basse, traînant un bagage plein de mensonges.

menti, concernant son éducation (non il n'est pas un diplômé de collège). Il n'a pas occupé des positions à certaines banques, tel qu'indiqué dans sa note bibliographique. Il n'est pas d'origine juive, non plus, comme il le prétend, disant que ses aïeux ont péri dans l'holocauste d'Hitler, ainsi de suite !

Il est sous investigation par le procureur de New York concernant ses fabrications malsaines, ainsi que pour des prêts qu'il dit avoir faits à sa campagne. On ne voit pas comment les républicains peuvent continuer à le protéger face aux appels de toutes parts demandant sa démission. Ce à quoi il répond : « *Je ne vais nulle part* ».

***Un candidat républicain arrêté a eu recours aux armes**

Comme dit l'adage : « *Le poisson pourrit part la tête* ». Après Donald Trump, aux États-Unis, qui disait que les élections de novembre 2020 lui ont été « *volées* » et qui avait lancé ses partisans, certains armés, contre le Capitole, à Washington, le l6 janvier 2021; après Jair Bolsonaro, au Brésil, dont les partisans ont attaqué les immeubles fédéraux, à Brasilia, le 8 janvier, protestant sa défaite, à la présidence, le 30 octobre dernier, c'est le cas de Solomon Peña, candidat républicain malheureux, aux élections locales de novembre dernier, pour la Chambre basse de l'état de New Mexico, dans l'ouest américain.

La police a procédé à son arrestation, le lundi, 16 janvier, l'accusant d'avoir payé quatre individus qui ont fait feu sur les maisons de deux commissaires et deux parlementaires, dans les parages d'Albuquerque, la capitale du New Mexique. Car, il refusait d'accepter sa défaite, quoiqu'décisive. Miguel P. Garcia, du Parti démocrate, qui cherchait à se succéder à ce poste, était déclaré victorieux avec 5 679 votes, soit 74 %, contre 2 033 votes, ou 26 % en faveur de Solomon Peña. Avec l'exemple de Trump, ceux qui convoitent le pouvoir, à tout prix, mettent en péril le système démocrate.

***Qu'en est-il d'un militaire sénégalais au BINUH à Port-au-Prince ?**

Le commissaire Papa Samba Mbodji, du Sénégal, ayant une belle réputation, a été nommé à la tête de la composante Police, en Haïti, du BINUH, le Bureau intégré des Nations Unies, qui est, jusqu'à nouvel ordre, sous la direction de Helen Ruth Meagher La Lime. Cette nomination serait-elle due à l'intérêt récent d'éminentes personnalités africaines dans le dossier haïtien ? Serait-on à la veille d'une initiative, appuyée par des pays d'Afrique, afin de venir en aide à Haïti pour se défaire des gangs qui font la pluie et le beau temps à l'échelle nationale ?

Pierre Quiroule II
18 janvier 2023
raljo31@yahoo.com

Jounal 18 - 25 janvier 2023.qxp_HO 1/18/23 4:46 AM Page 9

LAURENT LAMOTHE N'EST PAS MAX KAIL, PLUTÔT SON BAILLEUR DE FONDS

L'identité de l'auteur de Les Dossiers Zombie découverte

Son livre, un projet du PHTK pour blanchir l'homme de la Global Voice

Suite de la page 9

armer, en sus de financer les gangs armés, l'ex-sénateur Youri Latortue, a refusé de baisser les bras. Aussi avait-il mis en place une stratégie qui a sauté sa couverture. Lors d'une conférence de presse, très médiatisée, à Port-au-Prince, il a révélé que le prétendu écrivain, qui se cachait sous le nom de Max Kail, est un citoyen autrichien, qui faisait partie du dispositif de sécurité de la MINUSTAH.

Cet officier, qui était au service des forces d'occupation de l'-organisme international, en Haïti, dans le cadre d'une mission confiée à un groupe qui travaillait de proximité avec Réginald Delva, dont il n'a pas manqué de censurer dans son livre; ainsi que Laurent Lamothe, qu'il avait pour mission de « *blanchir* », afin de lui débroussailler la voie vers la présidence d'Haïti, s'appelle, en réalité, Berodtt Grabner. De toute évidence, l'effort de Youri Latortue s'est révélé payant, car, non seulement le livre *Les Fichiers Sombie* est riche en informations sur les activités de l'ONU, en Haïti, il expose la manière d'opérer de ses étrangers s'abritant sous le parapluie onusien pour mener leurs activités personnelles.

Avant même d'entrer dans les détails livrés par Berndtt Grabner, dans son livre, disons qu'il nous permet de faire des recoupements nous permettant de revisiter le passé de Laurent Lamothe, de son départ en catastrophe d'Haïti, une fois qu'ont été découvertes ses activités criminelles de « *by-passing* », au détriment d'opérateurs de téléphone mobile, dans les premiers bégaiements de cette industrie en Haïti, et son retour au pays.

Ceux qui ignorent la genèse de la « *Global Voice* », que Laurent Lamothe avait fondée avec son pote Patrice Baker, apprendront que le futur Premier ministre de Joseph Michel Martelly qui, en étroite collaboration avec celui-là, a amassé une fortune, en mettant ses compétences en télécommunications à la disposition de plusieurs pays africains, dont les chefs conspiraient avec M. Lamothe pour détrousser leurs propres citoyens.

D'aucuns se demanderont, à coup sûr, pourquoi l'ex-Premier ministre s'est-il divorcé de la *Global Voice*, pourtant la poule aux oeufs d'or. Certaines sources africaines ont révélé que de la même manière qu'il avait quitté son pays, pour s'établir en Afrique, ayant implanté le siège social de sa société, en Afrique du Sud, il devait retourner en Haïti, une fois qu'il cessait de représenter une menace pour les opérateurs de téléphones mobiles. Ces sources, qui évoluaient dans l'orbite de chefs d'État et de gouvernement africains, faisaient entendre que les millions que Lamothe a ramassés, pratiquement à la pelle, dans ces pays, commençaient à attirer l'attention de l'Oncle Sam voyant danser les millions loin de son influence, donc faisant de lui une victime d'évasion fiscale.

Signalons que ce retour, au pays allait coïncider avec la campagne présidentielle de Martelly faisant miroiter les perspectives de nouvelles opportunités d'enrichissement illicite. Si la nouvelle administration

Max Kail, de son vrai nom Berndtt Grabner dans une photo de l'équipe autrichienne au service des Nations Unies en Haïti.

Martelly-Lamothe avait forgé un cadre légal pour soutirer des millions de la diaspora, par le biais des transferts venant de la diaspora, à l'intention de parents restés au pays, ainsi que les 5 centimes/minute sur les appels entrants, ces entrées de fonds étaient considérées comme « *monnaie de poche*», pour le nouveau pouvoir. Par contre, l'équipe Martelly-Lamothe misait sur le Fonds PetroCaribe pour alimenter leurs comptes se trouvant en résidence dans des institutions bancaires séjournant offshore.

Les Dossiers Zombie : Un projet du régime PHTK

Il va falloir effectuer une véritable descente dans les profondeurs du centre opérationnel des acteurs de l'équipe des zombies évoluant à l'intérieur du système des Nations Unies, pour mener, sans inquiétude, leurs activités clandestines.

Il y a beaucoup à sortir des entrailles de *Les Dossiers Zombie*. Mais plus on s'instruit du système opératoire de Berndtt Grabner/Max Kail et de son équipe, plus l'opération de décryptage nous sera facile. Mais il faut toujours avoir dans l'esprit de ne jamais séparer Laurent Lamothe de l'équipe des Zombies, pour éviter de faire fausse route, dans le cheminement de nos recherches.

En attendant, il est opportun d'informer tous les lecteurs de ce livre par rapport à ses sordides objectifs. Il s'agit d'un livre, dont la première version, anglaise, *Zombie Files*, a fait l'objet d'une production clandestine, dont les paramètres d'édition n'existent pas. Même chose, pour l'édition française, *Les Dossiers Zombie* a été édité avec, encore plus de légèreté, les pages n'étant pas numérotées.

Le travail d'édition d'un livre, appelé à préparer la présidence de Laurent Lamothe, n'a été financé par personne d'autre. Mais quand l'ambassade d'Haïti à Washington, fait partie intégrante de son réseau de distribution, au niveau des ambassades, il y a bien des questions qu'il va falloir poser.

En tout cas, le livre de Berndtt Grabner, truffé de faits fabriqués de toutes pièces, risque d'être la cause de demande de compte à son auteur, à son patron, qui lui ont donné accès à ses sources fabriquées, ainsi qu'à ses commanditaires, en sus de ses bailleurs de fonds.

L.J.

Jounal 18 - 25 janvier 2023.qxp_HO 1/18/23 4:46 AM Page 10

ÉDITORIAL

Le programme « Humanitarian Parole » de Joe Biden, coup politique contre républicains

Le programme appelé «*Humanitarian Parole* » lancé par Joe Biden, qui fait immédiatement la une dans les médias et les réseaux sociaux, constitue un coup de maître de cette administration démocrate, en ce sens qu'il s'affirme un véritable croc en jambe contre les républicains, à l'approche des prochaines élections. Quant pour les Haïtiens, universellement mobilisés, autour de ce qui prend l'allure d'une œuvre altruiste, ce n'est, ni plus ni moins, qu'un attrape-nigaud.

Pour commencer, dans le cadre du protocole établi, dans cette initiative, cette modification de la loi migratoire américaine prend de la main gauche ce qu'elle donne de la main droite. Si les peuples hispanophones sont les bénéficiaires de ce projet, au même titre que les ressortissants haïtiens, ils en seront les principaux bénéficiaires. Voilà des électeurs potentiels, dont les candidats démocrates seront éventuellement bénéficiaires des voix. Alors que, d'un autre côté, le casse-tête chinois, que constitue l'envahissement de la frontière américano-mexicaine, par des immigrants illégaux, pourrait cesser d'être une préoccupation électorale de M. Biden et des démocrates.

L'annonce de la mise en œuvre de cette nouvelle législature américaine, qui prévoit l'entrée automatique immédiate des bénéficiaires autorisés à faire des demandes d'admission en territoire américain, dans leurs pays d'origine, a déclenché un véritable battage de publicité, mené en douce, et de manière nonchalante, par des dirigeants américains. Presqu'immédiatement après l'annonce du programme, Brian Nichols, le sous-secrétaire d'État américain aux Affaires latino-américaines, a tweeté pour dire que d'ores et déjà des centaines de personnes sont sautées sur l'occasion pour émigrer aux États-Unis.

En effet, cet officiel de haut rang, du Département d'État, a fait savoir : «*Cinq jours après le début du nouveau processus de migration et des mesures de contrôle des frontières, des centaines de personnes de Cuba, d'Haïti, de Nicaragua et du Venezuela ont déjà été autorisées à voler vers les USA, ouvrant une route sûre et ordonnée vers les USA. Le programme est gratuit* ». Excepté que, côté haïtien — qui n'est pas explicité officiellement — le coût élevé demandé par ceux qui remplissent les formulaires, dans le cadre des formalités exigées.

Une fois ce programme lancé, les familles en résidence en diaspora, presqu'exclusivement aux États-Unis, tenues à l'écart de la politique du pays, et souvent victimes d'actes malhonnêtes de la part de leurs propres familles et alliés, deviennent la cible des demandeurs d'entrée chez l'Oncle Sam, en quête de sponsors. Aussi même des retraités vivant de prestation de la Sécurité sociale, des Haïtiens établis en territoire américain, se voient solliciter de manière agressive par des personnes voulant profiter de la disposition humanitaire de Joe Biden. Mais, nombreux sont ceux qui hésitant à répondre favorablement à de telles requêtes, se voyant traiter de « *criminels* ».

S'il fallait se fier aux statistiques faisant croire que le nombre d'Haïtiens résidant aux États-Unis se chiffre à plus d'un million, on pourrait s'attendre à ce que, au moins 20 % d'entre eux se portent garants des demandeurs d'accès sur le sol américain. Pourtant, dans le cas des Haïtiens, le déroulement du processus ne se chemine pas sans heurts, comme la propagande étatsunienne tend à le présenter.

Certes, la personne aspirant à se faire admettre, aux États-Unis, par le biais du programme humanitaire de Joe Biden, doit se faire sponsoriser par un parent prêt à assumer une véritable «*hypothèque* » à son bénéfice.

Si d'aventure, le demandeur d'entrée aux États-Unis est en mesure de couvrir les coûts, en Haïti, des formalités de départ, en sus de son billet de voyage, à destination du pays où il est attendu, le parent doit, de son côté, procurer d'A à Z. Dès que l'immigré en question foule le sol américain, il est totalement à la charge de son sponsor, durant les 24 mois de la durée de son séjour stipulée dans son visa d'entrée. Ce dernier est également requis d'assurer confortablement son logement, en sus de se charger du coût de son régime alimentaire, d'assurance santé et de maintien d'un compte en banque capable de supporter toutes ses dépenses, y compris les frais d'urgence qui pourraient intervenir annuellement. Ces frais pourraient s'élever à plus de USD 10 000 $ de dépenses additionnelles. Il incombe également au sponsor de s'assurer que les formulaires d'obtention de la carte de Sécurité sociale et ceux d'autres services, fédéraux, municipaux et locaux, auxquels pourrait avoir droit l'immigrant admis aux États-Unis, ainsi que l'autorisation d'emploi, soient convenablement remplis.

Mais, d'un autre point de vue, qu'on ne se fasse pas d'illusion, par rapport à l'appât que l'administration Biden fait miroiter aux Haïtiens avec ce programme. Car l'expérience a démontré que, peu de ressortissants d'Haïti sont généralement admis à bénéficier de ce genre de projet, comparés aux autres ethnies de l'hémisphère, plutôt d'expression espagnole.

Il faut, également, attirer l'attention sur le fait que les communautés hispaniques, auxquelles appartiennent les Cubains, les Vénézuéliens et les Nicaraguayens, sont dotés d'infrastructures et d'organisations plus accueillantes pour les nouveaux venus de leurs pays respectifs, à l'opposé des Haïtiens ayant peu des ressources pour encadrer leur part des 30 000 candidats prévus chaque mois dans le programme.

Du point de vue politique, le « *Programme Humanitarian Parole* » du président Biden constitue un coup de maître infligé aux républicains. Tandis que la grande majorité des Haïtiens, notamment ceux qui guettent l'occasion de quitter leur pays, y voient une manne tombée du ciel, l'administration démocrate s'en félicite d'avoir trouvé une formule pour éloigner de leur talon cette épine que constituent les milliers d'émigrés clandestins qui envahissent leur frontière méridionale, que les secteurs républicains exploitent à fond. La contreperformance des candidats démocrates, aux élections mi-mandat de 2022, est généralement attribuée aux décisions inappropriées, jugées mal venues, de l'administration Biden, surtout, en ce qui concerne l'électorat haïtien, singulièrement, le refoulement discriminatoire des réfugiés, en provenance d'Haïti, arrivés à la ville frontalière du Mexique, pour atteindre le territoire américain, en provenance d'Amérique Latine. Donald Trump, devenu un poids mort pour le Parti républicain, on s'attendait à un raz-de-marée démocrate.

Pour l'administration Biden, le « *Programme Humanitarian Parole* » est une stratégie gagnant-gagnant, car faisant des heureux dans le monde des électeurs hispaniques voyant se renforcer encore davantage leurs communautés respectives; alors que, du côté haïtien, cela prendra du temps avant que soit bien saisis les torts qu'il fait aux Haïtiens demandeurs d'entrée aux États-Unis.

Il est certain qu'Haïti en subira les conséquences à long terme, car la plupart de ceux qui bénéficieront du programme Biden sont les personnes les plus éduquées, ce qui est susceptible de provoquera une sorte de fuite des cerveaux, au détriment d'Haïti, une situation comparable à celle des années 1960 à 1970, quand les éléments de l'intelligentsia fuyant la dictature, quittait le pays en masse, recrutés par les Nations-Unis au profit des pays africains francophones. Avant qu'ils n'aient décidé de mettre le cap sur le Canada francophone.

La communauté haïtienne des États-Unis oubliera-t-elle de sitôt comment elle s'était vue rouler dans la farine par le candidat à la présidence Joe Biden s'agenouillant devant des électeurs potentiels, à Little Haiti, en 2020, en guise d'engagement aux intérêts des Haïtiens mobilisés contre Jovenel Moïse ? En attendant que soient éclairées les zones d'ombre de ce projet américain, ceux qui en sont séduits ont intérêt à éviter cet attrape-nigaud; tandis que, parallèlement, soit déclenchée la lutte pour renverser les barrières savamment mises en place par ses concepteurs.

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port-au-Prince, Haïti
TÉL (509) 223-0785 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gérard Louis Jacques
514-371-6434
12 Haïti OR Canada
12213 Joseph Cassavant
Montréal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Valbrun
13 K Avenue Kléberg, 8t Rt Apt. 44
93310 Le Pre ST. Gervais France
Tel. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1 ère classe
48.00 $ US, pour six (6) mois
90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
553.00 FF, pour six (6) mois
1005.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
$75.00 US, pour six (6) mois
$160.00 US, pour un (1) an

EUROPE
73 EUROS, pour six (6) mois
125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom
Company/Compagnie
Address/Adresse
City/Ville State/Etat
Zip Code/Code Régional Country/Pays
Tous les abonnements sont payables d'avance par chèques ou mandat bancaires

Jounal 18 - 25 janvier 2023.qxp_HO 1/18/23 4:46 AM Page 11

EDITORIAL

Joe Biden's "Humanitarian Parole" program, a political coup against Republicans

The program called "Humanitarian Parole," launched by President Joe Biden, which immediately made the headlines in the media and on social networks, is a masterstroke of this Democratic administration, in that it is a real sting against the Republicans, as the next elections approach. For Haitians mobilized nearly worldwide for what looks like an altruistic endeavor, it's neither more nor less than a catch.

To begin with, within the framework of the protocol established in this initiative, this modification of the American migration law takes with the left hand what it gives with the right. If Spanish-speaking peoples are the beneficiaries of this project, along with Haitian nationals, the former will be the main beneficiaries. They are potential voters for Democratic candidates. On the other hand, the awful headache of the invasion of the U.S.-Mexico border by hordes of illegal immigrants may cease to be an electoral concern for Biden and the Democrats.

The announcement of the implementation of this new U.S. initiative, which provides for the immediate automatic entry of beneficiaries authorized to apply for admission to the U.S. while in their countries of origin, triggered a veritable hype, carried out in a nonchalant way by U.S. leaders. Almost immediately after the program was announced, Brian Nichols, the U.S. Under Secretary of State for Latin American Affairs, tweeted that hundreds of people have already jumped at the chance to immigrate to the United States.

Indeed, this high-ranking official of the State Department said, "Five days after the start of the new migration process and border control measures, hundreds of people from Cuba, Haiti, Nicaragua and Venezuela have already been allowed to fly to the US, opening a safe and orderly route to this country. The program is free. Except that, on the Haitian side – something not officially explained – a high cost is requested by those who fill out the forms that are part of the required formalities.

Once this program is launched, families living in the diaspora, almost exclusively in the United States, are targeted as sponsors. Mind you, these have kept out of the country's politics, and often have been victims of dishonest acts by their own families and allies. Now, these diaspora folks are being hounded by those back home looking to come to Uncle Sam's place. Even retirees living on their meager Social Security benefits are aggressively solicited by people who want to take advantage of Joe Biden's "humanitarian" provision. Of course, not many in the diaspora are responding favorably to these requests, thus being given disparaging epithets.

If one were to believe the statistics that put the number of Haitians residing in the United States at over one million, one would expect that at least 20% of them would vouch for those seeking access to American soil. However, in the case of Haitians, the process is not as smooth as U.S. propaganda would have it.

Certainly, the person seeking admission to this country through Joe Biden's "humanitarian program" must be sponsored by a parent who is willing to assume a real "mortgage" to benefit the new comer.

If an applicant is able to cover the costs in Haiti of formalities for departure, in addition to his or her travel ticket, on arrival here the sponsor must provide the necessary funds from A to Z. As soon as the immigrant in question steps on American soil, he or she is very dependent on the sponsor for the 24 months of stay, as stipulated in the entry visa. The sponsor is also required to provide comfortable housing, food, health insurance and maintenance of a bank account capable of supporting all expenditures, including unexpected emergency expenses. These costs could amount annually to over $10,000 of additional expenses. It is also the sponsor's responsibility to ensure that the forms to obtain the Social Security card and help with other federal, municipal and local services to which the newly admitted immigrant may be entitled, primarily employment authorization. All forms should be properly completed.

Once the first wave of feel good is passed, no one should be under the illusion that this something great, because the Biden administration may be using a bait with the Haitians, as far as this program is concerned. Experience has shown that few Haitian nationals are generally admitted via this type of project, compared to other ethnic groups in the hemisphere, who are Spanish speaking.

Also, it should be noted that the Hispanic communities, to which the Cubans, Venezuelans and Nicaraguans belong, have infrastructures and organizations that are more welcoming for the newcomers from their respective countries, in contrast to the Haitians who have few resources to support their share of the 30,000 applicants planned each month in the program.

Politically, President Biden's "Humanitarian Parole Program" is a major blow to the Republicans. On the one hand, the vast majority of Haitians, especially those waiting for the opportunity to leave their country, see it as a windfall. On the other, the Democratic administration is congratulating itself for having found a formula to remove from their heels the thorn that the thousands of illegal immigrants invading their southern border represented. A situation that the Republican sectors were exploiting to the fullest. Though it wasn't significant to hurt the Democrats that much, Haitian American voters tried to make the Biden administration pay in the mid-term elections, last November, for the rough treatment meted out to the would-be Haitian refugees at the Mexican border in Texas last September, with almost all of them flown back to Haiti.

For the Biden administration, the "Humanitarian Parole Program" is a win-win strategy, as it will make Hispanic voters happy by strengthening their respective communities. As far as Haitians are concerned, it will take time to understand fully the harm it may be causing to those seeking entry into the United States. Certainly, Haiti itself will feel the damage in the long term, because most of those who would benefit from the Biden program are the more educated folks, causing a sort of brain drain for Haiti, non unlike what happened in 1960s and the 1970s when many of the educated class fled the dictatorship.

Will the Haitian community in the U.S. soon forget how they were fooled by presidential candidate Joe Biden kneeling before potential voters in Little Haiti in 2020, as a commitment to the interests of Haitians who were mobilized against Jovenel Moïse? While waiting for the shadowy areas of this American project to be clarified, those who are seduced by it should be careful about not being used as guinea pigs. For there's a catch to it, because the designers of the program also cleverly set up barriers that can't be easily dismantled.

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235Tél.
(718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, Série étage
Port-au-Prince, Haïti
Tél. (509) 223-0787 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gérard Louis Jacques
514.321.6434
12 Haïti OR Canada
12213 Joseph Cassavant
Montréal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Valeur
13 K Avenue Fréchette, Rt Rt Apt. 44
93310 Le Pre ST. Gervais France
Tel. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1 ère classe
48.00 $ US, pour six (6) mois
90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
553.00 FF, pour six (6) mois
1005.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ere classe
$73.00 US, pour six (6) mois
$160.00 US, pour un (1) an

EUROPE
73 EUROS, pour six (6) mois
125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom
Company/Compagnie
Address/Adresse
City/ville State/Etat
Zip Code/Code Régional Country/Pays
Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat français

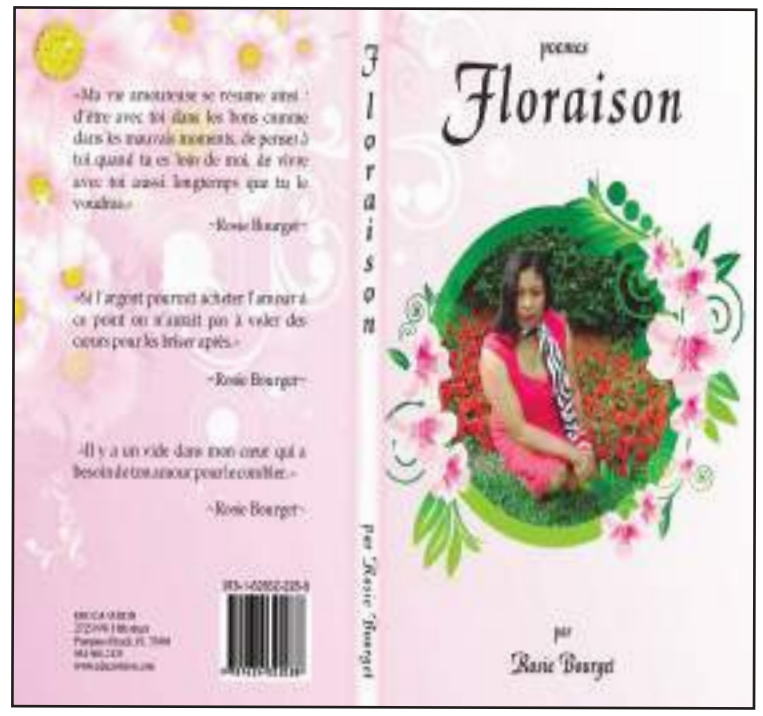
Jounal 18 - 25 janvier 2023.qxp_HO 1/18/23 4:46 AM Page 12

460 Peninsula Blvd.
Hempstead, New York 11550

516-489-5925

CLOSED ON MONDAYS

Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm
Friday 10:00 am - 10:00 pm
Saturday 10:00 am - 10:00 pm
Sunday 10:00 am - 5:00 pm



Jounal 18 - 25 janvier 2023.qxp_HO 1/18/23 4:46 AM Page 13

A Veteran of the U. S. Armed Forces Opines on the Current American Foreign Policy regarding Haiti

By Dr. Jacques-Raphaël Georges, DAV

"If you have a problem and rely on politicians to solve it for you, you have two problems. We don't solve problems with those who created them." *(Albert Einstein)*

« Every time I try to get the attention of a Haitian *intellectual* on the link between the absence of the « Permanent Electoral Council, » the greatest stabilizing factor enshrined in the final provisions of the 1987 Constitution, and the transfer of power in Port-au-Prince, I am glared at as if I were either the Medusa or a creature from Mars. What is more disturbing is the fact that those who should help in apprehending the mother-law spirit seem to harbor an understanding of it akin to that of an illiterate.

With what objective do foreign diplomats persist working hand in hand with asserted idiots, coupled with averred criminals, known violators not only of their country's Constitution but also of international laws? To assume that these folks have never opened any of Dr. Seuss' books for kindergarteners wouldn't be a vexatious exaggeration.

To some, the above assumptions may seem unfair, even disrespectful to those who ignore about whom reference is made. Nevertheless, they could help in shedding much light on the deepest problem facing the unfathomable evil in Haiti: The failure of Intelligence? Yes.

Gathering imperfect Intelligence makes preemption problematic in the Caribbean Island. That is not an objection in principle. However, it is an objection in practice. **To properly address a problem and resolve it once and for all, one needs good Intelligence**. And the latter cannot be gathered from those responsible for the chaos. As Albert Einstein, already quoted, cautions: *"If you have a problem and rely on politicians to solve it for you, you have two problems. We don't solve problems with those who created them."* Sadly, that is exactly what the United States has been doing in Haiti for more than a century.

Irving Kristol once confessed why he preferred the Organization of American States to the United Nations. In the former, he believes, "we can be voted down in only three languages, thereby saving translators' fees." Consider this: In an international system with no respectful and respected leader, no credible police, no viable protection, where power is the ultimate arbiter and history has bequeathed the United States unprecedented power, Washington must be vigilant in preserving its power, as well as its freedom of action to use it.

The spread of democracy is not just an end, but a means, an indispensable means for securing American interests. The reason is simple. Democracies are inherently more friendly to the United States. They don't accuse the U.S. of being responsible for the rickety vision of their leaders. Neither do they point an accusatory finger at America for the anemic state of their economy or the crookedness of their Al Capone-in-chief. Pro-American governments are usually democratic in essence and are less belligerent to their neighbors through the exportation of their ills and problems. Pro-American governments mimic the American way of life. Supposedly, they are democratic.

But democracy has not taken root in Haiti, because from 1804 to 2023, we never had a pro-American government in the impoverished land, despite what our corrupt intellectuals and politicians would maliciously drag the people into believing. The main reason for this failure is the failure of the Western leaders to learn from history, thus their distrust of ALL Haitian intellectuals, of ALL Haitian professionals. But there exist ***Honest Haitian cadres!*** They must muster the courage to get out of the dark shadows for the survival of that Caribbean Republic.

This confession springs out of my inclination to fairness. Understandably, the distrust of the Westerners is not completely unfounded. It breaks my heart to admit that, more often than not, even Haitians who have studied abroad tend to play by the rules especially when working in their host countries. Alas, it's different when working in and for Haiti! They end up functioning in more corrupt ways than those who have never left Haiti. Hence, my self-accusatory assertion: We, Haitians, are Haiti's worst enemies. Not the United States. Not the international community. To change Haiti, we must, in the first place, have a change of heart and psyche. We must truly become Westernized, Americanized, believing in democratic values. »

What's occurring on the streets of Haiti is War!

For those who believe that what is happening on the streets of Haiti is not war, preferring, above all, to speak of law enforcement, I will concede that they will consider my piece to be useless. I will assert that they are living in a different and distant solar system. Near a big black hole.

****

[**NEW HAMPSHIRE**] Paul Kennedy, author of ***The Rise and Fall of the Great Powers,*** had once vulgarized the idea of American decline. But after seeing what America did in the Afghan war, a display of fully mobilized, furiously concentrated unipolar power, at a distance of 8,000 miles, he not only changed his mind, but stood in awe. « Nothing has ever existed like

Dr Jacques-Raphaël Georges

this disparity of power," he wrote. « Nothing! ... No other nation comes close. ... Charlemagne's empire was merely Western European in its reach. The Roman empire stretched farther, but there was another great empire in Persia, and a larger one in China. There is, therefore, no comparison. »

Which brings us to the great foreign policy school to which I belong: ***Realism!***

As a political realist, I look at this great Haitian project (?) in Port-au-Prince and see in it a hopeless illusion. For, turning a jungle of jackals into a suburban subdivision requires a revolution in the Haitian "MREs (Most Repugnant Elites), in the psyche of the politicians and their lackeys who rape, steal, and kill with all impunity.

Political Realism acknowledges that, for the United States of North America to build a successful foreign policy armada for Haiti, it must first stop relying on fallacies. How could it be otherwise, when foreign diplomats accredited to Haiti had formed their judgments on what they heard and learned from Aristide, Avril, Lambert, Latortue and their likes? Sadly, I must now add the name of Mirlande Manigat, the betrayer of the late Professor's creed and ideals, to that vile cohort. The very vectors of anti-democratic actions, above all corruption, in Haiti! I could never imagine the late Professor Leslie François Manigat accepting to sit across from "Sweet Micky" at a debate. The Professor-President was not an *ill-literate!*

Wrap your mind around this: A so-called expert in Constitutional law taking part in elections organized by a moribund Provisional Electoral Council. Of course, she would not stop just at that. The temptation is too strong. She is now called upon by the supra-extra-constitutional-de-facto-*prime-minister* to pave the way for democratic election in Haiti. The hype of stupidity!

However, at this juncture, I must ask the question that has been nagging me, not letting my mind rest a minute, and which should concern even the least advised Haitian: Why isn't there any light-skinned or Haitian mulatto on that list? Would it be that there's not any criminal in that segment of Haitian society?

The Manzanares, the Accras, Nabatco, Cocaine, Heroin & Sugar in Haiti!

If my memory serves me well, back in April 2015, about 700 to 800 kilos of cocaine, 300 kilos of heroin, etc. were discovered amidst sugar imported by the Accra family (Nabatco), on board of The Manzanares, a Panamanian flag ship, that accosted at the Varreux port in the neighborhood of Cité Soleil. I don't believe they were at their first attempt! Despite the DEA's involvement in the ensuing investigation, a culprit is yet to be brought to justice. I am sure if dark-skinned Senators like Joseph Lambert, Youri Latortue, former policeman Jimmy Chérizier (Barbecue) or others of their skin complexion, were involved, they would have long been in jail somewhere in the United States. This is where I chastise America. It is not so much a "color-blindedness" policy. I long for the day when I will see an Accra, a Bigio, a Boulos, a Vorbe, a Mevs and others being escorted by DEA agents, chained to Lambert, Latortue and Chérizier, in an airplane flying to a U.S. vacation.

Ten Families in Haiti, dixit Jovenel Moïse, Vs. America's Five Families…

In blunt speeches, the late Haitian President, Jovenel Moïse, on countless occasions, had threatened to reveal the names of the ten (10) families that, in a way, are responsible for Haiti's financial and economic demise. To date, no name has been officially revealed. Yet, no Haitian, whether in Haiti or abroad, ignores who they may be. Even when they appear to shun political functions. Behind the scenes, however, they are the ones pulling the strings.

Law Professor Bob Blakey, in Selwyn Raab's ***Five Families: The Rise, Decline, and Resurgence of America's Most Powerful Mafia Empires,*** published in 2005, advises on the best way to deal with local Mafia. While not neglecting the *Ricos* (the Barbecues), we must primarily give chase to the *Big Boys*. (The Accras and Co.) The United States, Canada, and the rest of the international community must stop wasting time on two-bit gangsters and focus entirely on royalty, the Mob bosses and their skilled ministers…Work on the families, the enterprises, not the low-level individuals *

The U.S. is fully aware of the above fact, appropriate action should be taken. Consider that the American authorities have determined to rid the world of the most prominent members, even bankers, who are the ***architects of Terror.*** Hence they target such as Ayman al-Zawahiri, Abu Ibrahim al-Hashimi al-Qurayshi, Abu Bakhr al-Baghdadi, Hamza bin Laden, son of Osama, who was killed in 2011 in a covert operation in Abbottabad, Pakistan. If Washington is truly serious about ridding Haiti of Terror, it must revisit its playbook: Arrest the *Big Boys*! Subsequently, put a stop to the reign of the *Little Caesars* in the Caribbean Republic.

American Foreign Policy in Haiti?

The policy of the United States in Haiti is modeled on what its diplomats see and hear from the cavemen in three-piece suits and their female counterparts, in attire from the Left Bank, who are equally corrupt. Thus, the fate of its diplomacy: ***Failure!*** How can it be otherwise in a prehistoric society where the law of power prevails, and criminal « accords » override the Fundamental Charter of the nation? We know that what holds a civilized society together is a glue called the Constitution or a supreme central authority wielding a monopoly of power and enforcing the norms thereof.

In the impoverished Haiti, as contradictory as that may sound, to have Democracy, the United States must impose it. And impose it fast with Totally New individuals. A renewal of Haitian society is of a paramount necessity in these crucial times.

Intellectual Dishonesty or Ignorance?

During the 1915 American invasion and occupation, so-called Haitian historians, either by intellectual dishonesty or ignorance, fail to mention that the United States strove to create a buffer ***dark middle class*** in opposition to the corrupt light skin elite. That's

Suite en page 14

Jounal 18 - 25 janvier 2023.qxp_HO 1/18/23 4:46 AM Page 14

A Veteran of the U. S. Armed Forces Opines on the Current American Foreign Policy regarding Haiti

Suite de la page 13

at's far from being a new phenomenon! For example, scholarships were granted to bright promising young dark-skinned Haitian students and professionals who went to American universities with the aim to study or perfect their trades. This experiment, alas, failed. In democratic races, the U.S. has always placed its bet on the wrong horses in Haiti! The Duvaliers before and after the post-1994 invasion and occupation Aristide, Martelly, Jovenel and those of their ilk are eloquent proofs of that. Haiti has never had a true pro-American government. Hence the dictatorial reflexes of its leaders.

Haiti may look theoretically like a place of self-regulating norms, but if « Barbecue » and Co, with the duplicity of their sponsors, who are necessarily your neighbors, break into your mansion in Pétionville, you call the Police, and the cops show up with guns drawn. That's not even law enforcement. That's suicide. For, you are dealing with vicious terrorists. There's no learning on how to bring criminals to justice. Now, one must learn how to rain destruction on terrorists. Full stop. Period.

Modern Psychologists Speak of "*Habituation* ... »

The deliberate choice of strategic dialogue with those in power who harbor these thugs to engender good feeling is rooted in the naive hope of exchange of reciprocal goodwill toward the rogue Haitian authorities. Modern psychologists speak of « habituation. » Washington and American public opinion, overwhelmed by this elusive aggressor, often prefer to give into forgetful habituation. So doing, they end up postponing to confront the reality of terrorism in Haiti.

They naively refer to this naked terrorism as *banditism*, thereby moving away from the Obama administration's National Strategy for counterterrorism issued in 2011. It states that *« Promoting representative and accountable governance is a core tenet of US Foreign Policy and directly contributes to our counterterrorism goals. »* A sleeping terrorist, in Port-au-Prince, can lawfully be smoked out, not because he is a self-declared anti-human revolutionary and an enemy combatant as defined by Congressional resolution and the laws of war.

What is rather astonishing is that these murderers referred to as « bandits, » claim to be « revolutionaries. » But, for the victims of rape and murder, the political coloration of their killers does not matter.

What would be a marvelous start is to explain to Haitians why they should love Democracy, Freedom, and *the Pursuit of Happiness*. not presidents or prime ministers for life! Also, the National Police should be taught on how to defeat the terrorists. Why not copy the policy of the British and the Israelis, that of demolition of homes of terrorists, as well as the property of those who shelter them?

There's no colonialism in teaching Haitian elites that eating *salted fish* with yam (pwason gwo sèl ak yanm) for breakfast is uncivilized.

There is nothing « colonialist » about the American experience. Martin Luther King himself eloquently taught us that his dream was « deeply rooted in the American dream. » He consciously rooted civil rights in the American story, not just for tactical reasons of enlisting Whites in his struggle, but because he deeply believed that his movement, while fiercely militant, was quintessentially American. Indeed, it was deeply anchored in the American creed. Result? In the heart of Washington D.C., Dr. King now won a place in the American Pantheon. The only non-president to earn such a distinguished honor. He did not see himself as a victim, not a victim of colonialism but as its conqueror!

There is no « colonialism» about instructing Haitian elites that eating *salted fish* with yam for breakfast is uncivilized.

Despite two U.S. interventions!

The heart of the problem is this: American policy makers continue to naively see in the pile of Haitian sociopolitical casts an « elite » that has the feeling to belong to a nation and, thus standing in solidarity with the rest of the population as in America and in other civilized places. They have difficulty understanding the tribal mentality of these *snake-oil salesmen*. Thus, once their diplomats arrive in Haiti, where there is no difference between noon and midnight, where everything is bought and sold in the name of a bizarre « policy to deal only with national authorities », they self-censor and lock themselves within the boundaries of dealing solely with these immature fools, something that has resulted in recurrent failed occupations!

Otherwise, keep my GI buddies home!

Again. I am repeating myself. If the United States of North America is serious about resolving Haiti's dilemma once and for all in its backyard, it must act as it has done in Germany and Japan after WW II: Americans at the helm. Otherwise, keep my GI buddies home!

Democracy is more than just elections. It requires a free press, the rule of law, the freedom to organize, the establishment of independent political parties and the peaceful transfer of power. The transition to democracy and initial elections must allow time for these institutions, most notably political parties, to be established. The recent Jovenel Moïse postmortem coup in Haiti, orchestrated by The CORE Group of Western diplomats in Port-au-Prince dramatically demonstrates how « legal bandits » who rise to power democratically can destroy the very democracy that should empower them, were they to have reached their status constitutionally.

Unfearful of repeating myself, I reiterate with the strength of conviction that despite two U.S direct or open interventions in 1915 and in 1994, the history of the last 200 years refutes the lazy notion that Haiti needs the office of the presidency. In fact, that institution is the biggest threat facing Democracy today in Haiti. It is a Ponzi scheme. The permanent Port-au-Prince mafia puts a « president » in The National Palace. In return, he robs the country to pay his creators, while using violence to hold the people hostage. Hence Michel Martelly nicknaming himself « Legal Bandit. »

Indeed, from Alexandre Pétion to Jovenel Moïse all the « presidents » who succeeded each other have been « legal bandits. » They have always been altogether the Executive, the Legislative, the Judiciary and the Big Boss of the myriad of street assassins.

It is long, long overdue to remove this cancer called presidency from the heart of the impoverished Caribbean nation. **A de jure Prime Minister, as head of state, is enough**. In such a case, his fate is tied to that of the people's representatives in parliament. You disband parliament. You and your government are things of the past. No more ruling by decree!

Establishing civilized, decent, non-belligerent, non-tyrannical, pro-American policies in Haiti would, like in Japan and Germany, in the 1940s, change the strategic balance in the fight against terrorism, drug and arms trafficking in the region.

What is happening on the streets of Haiti is not crime. It is war, and in war, killing terrorists, bulldozing the homes of those who shelter them, arresting their sponsors are ALL paramount towards winning ALL the battles. Thus, paving the road for ***Democracy*** in Haiti, 219 years after our so-called independence! Some 37 years after the apparent end of *duvalierism* and dictatorship!

At the dawn of 2023, the ***World's greatest democracy*** faces a dilemma. Of course, if it truly cares about ***Democracy*** not only in the world, but primarily in its backyard, the Land of Abraham Lincoln must **stop** being a cheerleader for gross political indecency in its backyard: ***In a place called Haiti, being run by not even one single elected official!***

Dr. Jacques-Raphaël Georges, DAV
At *jacquesrgeorges@gmail.com*

**Selwyn Raab, 2005, p. 215*

LE COIN DU POÈTE

Ta photo - Ma Juconde

À Florence N.

Poème de Saint-John Kauss

Deux photos de ma Reine,
La première à l'ancienne et
la seconde ma Joconde,
Qui me fixe comme l'hibiscus de mon parterre,
Plus sévère que mon gardefou au jardin d'enfant.
Regarde mes mots qui
jouent à la marelle,
À la recherche du ciel et de
l'amour,
Pur comme l'aine du
Bédouin.
J'aime le métier de tisserand,
À tisser longtemps la vie,
la merde à Port-au-Prince,
De l'île de La Gonâve que
je n'ai pas pu oublier.
Ô Mer de toutes mers
hautes
Des Anses-à-Galet et de
Pointe-à Raquette.
Je fus enfant des rues et
des mers lavées
Par le battage des infidélités de baldaquin.
Ô mes premières visions !
Ô mes récentes filles du
dehors,
Nadia qui m'a plu, Martine
qui m'a mis en selle.
Et j'ai appris à chevaucher
sans l'aide de mes douleurs,
Margareth sœur de mon
premier copain,
Qui me trace les vèvès de
l'innocence,
Disparue au pays de l'or de
la souffrance.
Ô jeunes filles de ma
puberté désordonnée !
Ô mes amours des cités
interdites !
J'ai voyagé et retourné
trois fois,
Au patelin sans vous revoir
ô destinée.
Qu'ai-je fait, ô horribles
châtiments,
Tracés en liesse des écritures,
De toutes les nuits avalées
en gourmet,
À quand le jour des plénitudes ?

Saint-John Kauss
Gatineau (Québec),
22/12/2022

Jounal 18 - 25 janvier 2023.qxp_HO 1/18/23 4:46 AM Page 15

Avec sa plume brillante, élégante et précise, Charles Dupuy nous offre ici une étude analytique fouillée, rigoureuse et solidement documentée de l'histoire d'Haïti.

Affranchi de tous les interdits, cet ouvrage décrit la réalité quotidienne du citoyen haïtien ordinaire et fournit toutes les clefs pour comprendre les dessous des grands événements historiques qui ont ponctué la vie nationale. De l'arrivée des Européens sur la terre de Quisqueya aux heures glorieuses de l'indépendance, ce livre raconte, examine et puis surtout explique les épisodes les plus saillants qui ont fait la gloire impérissable d'Haïti comme ceux qui ont entraîné sa disgrâce et sa lente déchéance. Écrit dans un style clair et limpide, il s'agit ici d'un livre captivant, passionnant, instructif, un livre tout plein d'espoir et d'optimisme, et pour tout dire, un livre indispensable à l'honnête homme.

Réputé pour son souffle narratif, sa finesse d'analyse et sa rigueur, Charles Dupuy, dont la série Le Coin de l'histoire a été plébiscité par la critique et le grand public, nous donne enfin ce livre d'Histoire structuré, substantiel, convaincant et surtout agréable à lire que lui réclamaient les amateurs et passionnés de notre passé de peuple.

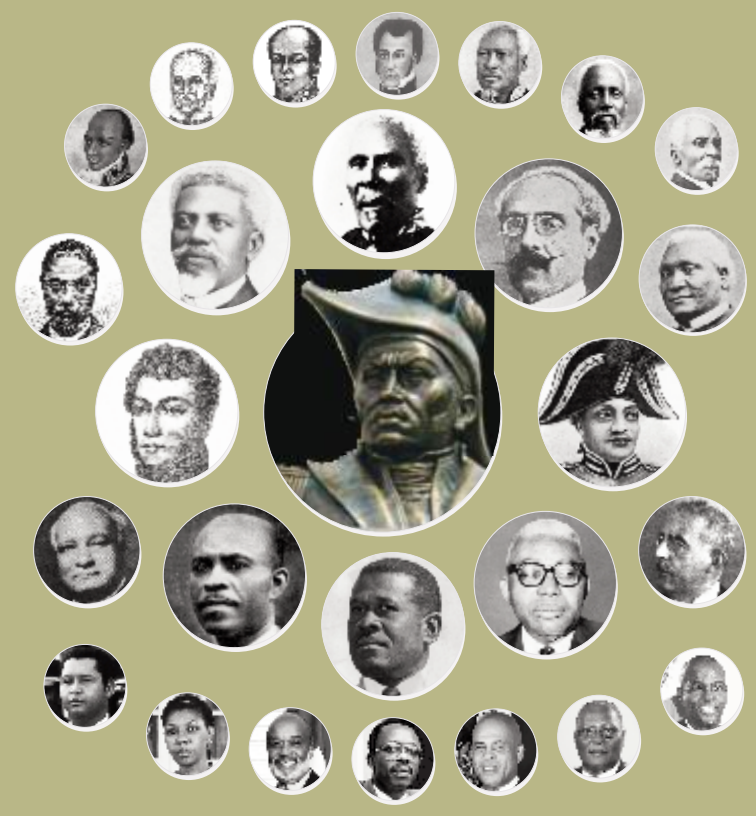
Editions LA PÉRICHOLE 2021

ISBN : 978-2-9813609-5-3
9 782981 360953

CHARLES DUPUY - HISTOIRE POPULAIRE D'HAÏTI

Editions LA PÉRICHOLE 2021

CHARLES DUPUY



UNE HISTOIRE POPULAIRE D'HAÏTI

ÉDITIONS LA PÉRICHOLE - 2021

Mwen toujou ap fè de (2) bagay alafwa, donk mwen pran piki kont grip la ak rapèl kont COVID-19 la ansanm.

DE FWA pwoteksyon an. DE FWA lapè nan tèt.

Pran piki kont grip la ak vaksen oswa nouvo vèsyon rapèl kont COVID-19 la an menm tan. Se pi bon defans ou genyen kont maladi grav ak konplikasyon.

Rele 311 oswa ale sou nyc.gov/vaccinefinder

NYC Health
Eric L. Adams
Majistra
Ashwin Vasan, MD, PhD
Manm Komisyon

Jounal 18 - 25 janvier 2023.qxp_HO 1/18/23 4:46 AM Page 16

Sports

Entre l'incompétence du Comité de normalisation et l'insouciance de l'État, le football haïtien est en état d'urgence

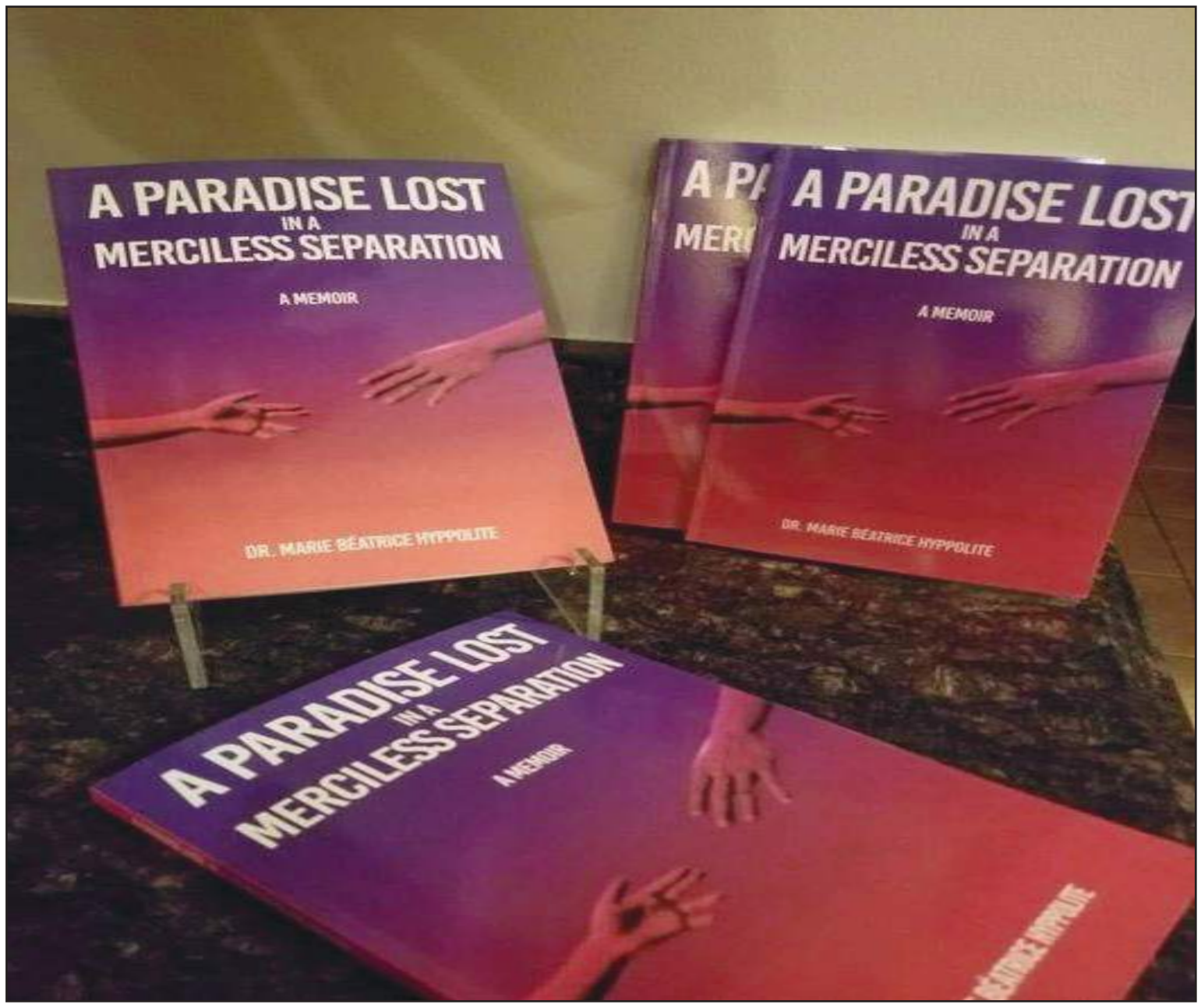
Ricot Saintil

À l'image des incertitudes qui caractérisent le fonctionnement du pays depuis quelques années, le football haïtien, entame l'année 2023 dans les mêmes conditions viles, biaisées, polarisées et puériles qui l'ont mis à l'arrêt depuis 3 ans déjà. Les rivalités claniques, conflits tribales et contradictions puantes qui sont à la base de la situation critique et inquiétante de notre sport roi, n'ont pas été adressés au cours de l'année 2022. Le Comité de normalisation qui fait office de Comité exécutif de la FHF depuis décembre 2020, a envenimé davantage la situation avec un ensemble de décisions allant dans le sens contraire des intérêts de du football. Les actions entreprises par les membres du Comité de normalisation, sont lourdes de conséquences pour les joueurs de football, qui n'exercent plus leur métier, pour les jeunes joueuses et joueurs, qui n'ont pas pu achever leur formation et pour tous les autres acteurs qui vivaient de ce secteur. Cette réalité, loin d'être un cas isolé, mérite un regard étatique afin de mesurer l'ampleur des dégâts provoqués par l'arrêt du football dans le pays pour venir en aide aux victimes.

Les enjeux entourant le sport le plus populaire au monde en Haïti, dépassent le cadre du football. La première fédération sportive d'Haïti, occupe par la discipline l qu'elle gère, une place prépondérante dans la société, parce qu'elle, participe à la formation de nos jeunes footballeurs haïtiens tout en travaillant à la promotion et au développement du jeu. La FHF à travers le football, permet à des jeunes d'échapper à la misère et à la délinquance juvénile, elle crée des emplois et participe au développement économique avec les joueurs qui s'exportent à l'étranger. Le football, développe l'esprit d'-équipe, mais aussi de compétition chez les pratiquants. Il maintient en vie l'esprit communautaire porté par les clubs de football, des professionnels de tout acabit lui gravitent autour en apportant leur savoir-faire. Son importance est tellement grande aujourd'hui, que l'Etat de certains pays investit de fortes sommes d'argent pour assurer son bon fonctionnement. La situation dans laquelle qu'il se trouve actuellement en Haïti, exige des pourparlers entre l'Etat, les responsables et les dirigeants de club, pour faciliter la relance des compétitions dans le pays.

La réalité actuelle du football est inquiétante et nécessite que l'Etat intervienne de toute urgence. L'Etat n'interviendra pas dans la gestion de la FHF, il ne fera pas d'interférence dans la feuille de route de la FIFA. Néanmoins, pour les joueurs de football, qui depuis tantôt trois ans sont en difficulté financièrement, parce qu'ils ne jouent plus au football, nous demandons que l'Etat leur vienne en aide, pour les jeunes joueuses et joueurs de l'académie Camp qui sont dans la nature ne sachant quoi faire de leur vie, nous demandons que l'Etat s'asseye avec le Comité de normalisation pour prendre de nouvelles dispositions afin que ces jeunes puissent reprendre leur formation, pour les entraineurs, les masseurs, les moniteurs, les dirigeants et tous les acteurs qui d'une façon ou d'une autre participaient au déroulement du football, nous demandons que l'Etat intervienne financièrement pour que le football puisse reprendre ses droits dans le pays.

Au-delà du football lui-même, au-delà des membres du Comité de normalisation et des dirigeants de football, il y a ceux du sport roi en Haïti, qui comme les professeurs d'école qui exigent la réouverture des classes pour gagner leur vie, des syndicalistes qui réclament de meilleures conditions de travail pour les employés, des chauffeurs du transport en commun qui réclament le carburant dans les pompes à essences pour qu'ils puissent travailler, souhaitent vivement reprendre le travail, parce que leur vie en dépend. Certains clubs de football n'ont aucune nouvelle des joueurs qu'ils avaient sous contrat, ils n'ont pas non plus les moyens pour répondre à leurs exigences salariales. Que sont-ils devenus nos joueurs de football ? De quoi vivent-ils ? Que sont devenus nos jeunes de 13, 14, 15, 16, 17 ans et plus qui étaient au Ranch de la Croix-des-Bouquets ? Ils sont livres à eux-mêmes, Certains, sans parents, sans amis, sans personne pour leur tendre la main. Ils peuvent désormais être récupérés par les gangs, parce que eux, ils veulent grossir leur rang. Voilà, à quoi sont exposés les joueurs de football, en raison des incompétences des responsables et surtout en raison de l'incapacité de l'Etat à jouer son rôle de garant de la bonne marche de tous les secteurs de la société.

Il faut obligatoirement interpeller l'Etat sur la situation du football en Haïti. Le football est beaucoup trop important pour les jeunes de ce pays, pour qu'il soit l'apanage d'un Comité de normalisation qui s'enferme dans un silence sépulcral depuis quelques temps. Reconduit par la FIFA sur la base d'avoir accompli sa mission secrète de saper les bases du football haïtien, la structure dite de normalisation, n'accorde aucune importance aux compétitions nationales, par ricochet, il n'en à rien à scirer des joueurs, des entraineurs qui sont au chômage depuis 2021, il s'en fiche du sort de nos jeunes de l'académie Camp Nous, qui sont expulsés et jetés en pâture. L'évidence de l'incompétence et de l'incapacité des responsables actuels de remettre sur pied le secteur est palpable. 2023 ne peut en aucun cas être une caricature de 2022, le jeu doit reprendre coûte que coûte. La FHF est certes l'entité organisatrice du football en Haïti, mais l'État à la responsabilité de prendre soin se ses citoyens. Notre plaidoyer est un appel solennel exigeant aux autorités du pays de penser à nos joueuses et joueurs de football qui ne travaillent plus et qui en ont ras le bol.

R.S.